

4. Forces et limites de la coopération franco-allemande à l'Est

Car, au milieu des transformations qui repétrissent
notre continent ainsi que notre univers, la coopération
des deux pays nous apparaît comme un élément
essentiel de l'équilibre, du progrès et de la paix.
Charles de Gaulle

Kleine Schritte sind mehr als keine Schritte.
Willy Brandt

L'arrivée aux affaires de la Grande Coalition se fait dans un contexte international marqué par la détente des relations Est-Ouest. Le dialogue entre les deux superpuissances, commencé au début des années 1960, se poursuit, mais il ne ralentit pas la course aux armements ni ne prévient l'éruption de crises régionales telles que la guerre du Viêtnam, où depuis 1964 les deux Grands s'affrontent par procuration, la guerre des Six Jours ou le Printemps de Prague¹. En Europe, les tendances émancipatrices qui se dessinent depuis 1963 s'amplifient. Elles ébranlent la cohésion des blocs et affaiblissent le condominium américano-soviétique, qui continue, malgré tout, de diriger les affaires internationales. À l'Ouest, le général de Gaulle mène une politique des mains libres. En se retirant en mars 1966 de l'OTAN, la France reconquiert son indépendance diplomatique, sans toutefois s'affranchir complètement de la sécurité que représente l'Alliance atlantique, et multiplie les ouvertures à l'égard de l'Europe orientale et de l'Union soviétique. Le vent de la détente souffle aussi à l'Est où les démocraties populaires s'engagent peu à peu dans des réformes économiques, repensent leurs structures politiques ainsi que leurs rapports avec l'Union soviétique².

Sur le plan franco-allemand, l'Ostpolitik est un élément clé de la nouvelle entente et de la réactivation du dialogue entre les deux capitales. Les réticences du précédent gouvernement Erhard-Schröder à engager le dialogue avec les pays du bloc communiste et son soutien à une politique de réunification fondée sur la confrontation plutôt que sur la coopération est-ouest ont été une source constante de désaccords franco-allemands de 1963 à 1966. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Willy Brandt, est le principal maître d'œuvre du rapprochement avec la France en ce qui concerne la politique orientale et de détente. Brandt entend notamment utiliser l'espace ouvert à l'Est par la politique orientale française pour mettre en œuvre une Ostpolitik plus audacieuse

¹ SOUTOU, La guerre de cinquante ans, p. 447.

² François FETJÖ, Histoire des démocraties populaires. Après Staline 1953–1979, Paris 1992, p. 225.

et accroître la marge de manœuvre politique et diplomatique de la République fédérale. Mais le rapprochement franco-allemand sur la politique orientale pose plusieurs questions. L'Ostpolitik allemande est-elle ainsi »die Fortsetzung der de Gaulle'schen Entspannungspolitik mit deutschen Mitteln«³ ou plutôt »la fille de la politique gaullienne«⁴? Ou est-elle au contraire une politique originale? Jusqu'à quel point la Grande Coalition compte-t-elle sur le soutien français pour la mise en œuvre de son Ostpolitik?

Ce chapitre examine le partenariat franco-allemand en matière de politique orientale, qui se met peu à peu en place à partir de 1967. Une première partie analyse les similitudes et divergences entre les conceptions des dirigeants de la Grande Coalition et celles du général de Gaulle en matière d'Ostpolitik et de détente. Une deuxième partie explore les réactions du gouvernement français aux premières initiatives de la Grande Coalition à l'Est et les raisons pour lesquelles Paris leur apporte son soutien. Enfin, une troisième partie étudie les facteurs, tant internes qu'externes, qui, de 1968 au départ du général de Gaulle en avril 1969, entravent une action commune franco-allemande à l'Est.

4.1 Convergences et divergences des politiques orientales

Les historiens ont déjà souligné l'influence exercée par les idées gaulliennes sur le développement conceptuel de l'Ostpolitik allemande⁵. Les conceptions de la Grande Coalition sur la détente et les rapports Est-Ouest présentent, sur de nombreux points, des similitudes évidentes avec celles du général de Gaulle. Or, cette apparente proximité entre l'Ostpolitik de la Grande Coalition et la politique orientale de la France est source de malentendus⁶ et d'équivoques.⁷ Il ne s'agit pas d'étudier ici les positions des uns et des autres dans le détail, mais de mettre en exergue les points de convergences et de divergences entre les conceptions gaulliennes et celles des deux leaders de la Grande Coalition.

³ Reinhard KAPFERER, Charles de Gaulle. Umrisse einer politischen Biographie, Stuttgart 1985, p. 245.

⁴ PUAUX, La conception gaullienne de la détente, p. 70.

⁵ Voir notamment VAÏSSE, De Gaulle and Willy Brandt, p. 103-114; Klaus HILDEBRANDT, Willy Brandt, General de Gaulle und »la grande Europe«, dans: Historische Zeitschrift 279/2 (2004), p. 115-214.

⁶ Par exemple selon VAÏSSE, De Gaulle and Willy Brandt, p. 113; Andreas WILKENS, Willy Brandt, Egon Bahr et la naissance du concept d'un »ordre de paix européen«, dans: Gérard BOSSUAT (dir.), Inventer l'Europe. Histoire nouvelle des groupes d'influence et des acteurs de l'unité européenne, Bruxelles 2003, p. 273-284, ici p. 279; Alfred GROSSER, Frankreich und seine Außenpolitik 1944 bis heute, Munich 1989, p. 231; Waldemar BESSON, Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland, Munich 1970, p. 374.

⁷ Selon Couve de Murville, dans: AD/MAE, Pactes, carton n° 294, TGD, Paris, 28.02.1967.

4.1.1 Kurt Georg Kiesinger et la politique orientale française

Associer Kurt Georg Kiesinger à l'Ostpolitik n'est pas, *a priori*, évident tant la répartition des rôles au sein de la Grande Coalition semble claire: au chancelier revient l'amélioration des relations avec la France, au ministre des Affaires étrangères l'amélioration des rapports avec les pays du bloc communiste. Pourtant, cette répartition des tâches est loin d'être rigide, et Kiesinger, qui souhaite conserver la main haute sur l'ensemble de la politique étrangère, se retrouve rapidement en concurrence avec son ministre sur le terrain de l'Ostpolitik⁸. Cette concurrence se fait parfois au détriment de la lisibilité de la politique orientale allemande, ses objectifs étant parfois interprétés différemment par les deux partenaires de la coalition gouvernementale⁹.

Si les historiens ont abondamment étudié les conceptions de Brandt en matière d'Ostpolitik, celles de Kiesinger n'ont pas fait l'objet d'études aussi exhaustives. Oliver Bange souligne même combien il est difficile d'identifier avec certitude les idées du chancelier à ce sujet. Cette difficulté vient notamment de la nécessité où se trouvait Kiesinger d'entretenir le flou sur ses propres idées afin de ne pas compromettre l'intégrité de la Grande Coalition, autrement dit de ne heurter ni les *hardliners* des Unions chrétiennes ni les progressistes du SPD, d'une part, et de préserver ses prérogatives de chancelier, d'autre part¹⁰. Selon son biographe, Philipp Gassert, Kiesinger est toutefois loin d'avoir été un simple »halbherziger Mitläufer«¹¹. Il a, au contraire, prit une part active à l'élaboration de la politique orientale allemande et développé son propre concept d'une »europäische Friedenspolitik«. L'historien Dirk Krögel et Reinhard Schmöckel, un ancien collaborateur de Kiesinger, soulignent également l'intérêt, parfois bienveillant, parfois critique, du chancelier pour les idées du général de Gaulle¹².

À l'instar de celui de Charles de Gaulle, le système de pensée politique de Kiesinger est très largement hérité du XIX^e siècle, le siècle d'or du concert des nations et de l'équilibre des puissances. Dans l'esprit de Kiesinger, il est donc nécessaire que la République fédérale redevienne un acteur constructif de la détente, autrement dit qu'elle montre, tant aux alliés occidentaux qu'aux pays

⁸ Peter BENDER, *Neue Ostpolitik. Vom Mauerbau bis zum Moskauer Vertrag*, Munich 1986, p. 135.

⁹ Cf. Klaus HILDEBRANDT, *Von Erhard zur Großen Koalition 1963–1969. Geschichte der Bundesrepublik*, Stuttgart 1984, p. 306.

¹⁰ Oliver BANGE, *Kiesingers Ost- und Deutschlandpolitik von 1966–1969*, dans: Günter BUCHSTAB, Philipp GASSERT, Peter Thaddeus LANG (dir.), *Kurt Georg Kiesinger 1904–1988. Von Ebingen ins Kanzleramt*, Fribourg-en-Brisgau 2005, p. 455–498, ici p. 486–487.

¹¹ Philipp GASSERT, *Kurt Georg Kiesinger 1904–1988. Kanzler zwischen den Zeiten*, Munich 2006, p. 554.

¹² Dirk KRÖGEL, *Einen Anfang finden!*, p. 74–76.

de l'Est, comment elle entend y contribuer de façon concrète. Il s'agit à cet égard de trouver un moyen terme entre l'attachement allemand traditionnel à l'Alliance atlantique et la politique d'indépendance menée par la France. Il s'agit aussi pour l'Allemagne d'élargir sa marge de manœuvre diplomatique, de restaurer la confiance de ses voisins européens, pour, *in fine*, s'assurer de leur appui lorsque les conditions de la réunification auront été créées. On retrouve aussi chez Kiesinger le concept d'équilibre des puissances, car, estime-t-il, »ein wiedervereinigtes Deutschland hat eine kritische Größenordnung. Es ist zu groß, um in der Balance der Kräfte keine Rolle zu spielen, und zu klein, um die Kräfte um sich herum selbst im Gleichgewicht zu halten«¹³. Pour cette raison, la réunification allemande ne peut se faire que s'il est mis fin auparavant au conflit Est-Ouest.

Contrairement à de Gaulle et Brandt, Kiesinger n'a pas de politique orientale véritablement définie lorsqu'il prend ses quartiers au palais Schaumburg. Il s'agit avant tout d'adapter la politique de réunification et la politique de détente de la République fédérale aux nouvelles conditions internationales. Comme son homologue à l'Élysée, il estime que la rivalité sino-soviétique, en menaçant les flancs orientaux de l'ours russe, rendra la détente en Europe plus attractive aux yeux de Moscou, d'autant que les Soviétiques ont besoin de l'Occident pour résoudre leurs problèmes économiques. Les idées de Kiesinger sur la politique de paix, liant réunification et détente, s'inspirent en grande partie de celles de son proche collaborateur, Günther Diehl, un ancien directeur du *Planungsstab* de l'Auswärtiges Amt¹⁴. L'objectif principal de cette politique est de nouer des relations avec l'ensemble des pays du pacte de Varsovie, ce qui, dans le cas de la Pologne, impliquerait que la République fédérale s'engage à reconnaître la frontière Oder-Neiße comme définitive. Si Kiesinger est disposé à entretenir certains contacts avec des officiels est-allemands, comme le montrent les échanges de lettres avec le Premier ministre est-allemand, Willy Stoph, il n'est, en revanche, pas prêt à reconnaître la RDA¹⁵. En matière de politique orientale, Kiesinger n'est pas un partisan du maintien rigide de la doctrine Hallstein, mais il conserve le traditionnel *Junktim* chrétien-démocrate entre détente et réunification¹⁶. Si la réunification n'est plus le préalable à la détente, elle n'en reste pas moins l'objectif, même repoussé à une date lointaine¹⁷. Sur ce point, le chancelier ne partage pas complètement les vues de Brandt, qui, à partir de l'été 1967, tend de plus en plus à découpler

¹³ Cité dans: Peter BENDER, *Die Ostpolitik Willy Brandts oder die Kunst des Selbstverständlichen*, Hambourg 1972, p. 34.

¹⁴ AdSD, NL Bahr, Mappe Nr. 400, Aufzeichnung betr. außenpolitische Bestandsaufnahme, Bonn, 5.01.1967; AAPD, 1967 I, Dok. 96, p. 460-463.

¹⁵ BANGE, *Kiesingers Ost- und Deutschlandpolitik*, p. 457.

¹⁶ AD/MAE, Pactes, carton n° 294, Aumale à MAE a/s premier discours de Kiesinger, Bonn, 14.1.1966.

¹⁷ ACDP, NL Kiesinger, I-226-A302, Aufzeichnung betr. die politischen Anschauungen des künftigen Bundeskanzlers.

la détente de la question allemande¹⁸, ni celles de De Gaulle, pour lequel la réunification n'est qu'une étape sur la voie de l'entente puis de la coopération paneuropéenne.

Kiesinger considère, comme le général de Gaulle, que la clé de la réunification est à Moscou et qu'il faudra négocier avec les Soviétiques à ce sujet. Mais il ne souscrit pas entièrement au dessein gaullien, car, à ses yeux, aucun gouvernement allemand ne peut abandonner d'entrée de jeu les deux *jokers* que constituent la reconnaissance de la ligne Oder-Neiße et le renoncement à l'armement atomique sans obtenir au préalable des Soviétiques qu'ils donnent les assurances de leur bonne foi en mettant fin à la division allemande¹⁹. Comme le remarque François Seydoux, les chrétiens-démocrates veulent bien tenir un langage nouveau pour ne pas être taxés «d'attardés de la guerre froide»²⁰, mais ils n'ont pas renoncé à l'espoir de marchander chaque concession, en comptant sur la solidarité des Alliés, d'un part, et sur l'intérêt économique de l'Est à négocier avec la République fédérale, d'autre part.

La politique de paix de Kiesinger ne s'adresse pas seulement au camp communiste; elle s'inscrit, comme la politique orientale française, dans un processus d'unification paneuropéenne. La stratégie orientale du chancelier a donc, comme chez le président français, une dimension «propagandiste»²¹. Mais cette Europe unifiée est très différente de celle qu'imagine de Gaulle. Kiesinger ne conçoit une *Ostpolitik* allemande que dans la mesure où la République fédérale est un acteur intégré à l'Ouest dont les partenaires occidentaux, et notamment européens, soutiennent la politique de détente²². Une Alliance atlantique et une Communauté européenne fortes et unies sont, par conséquent, des préalables indispensables. Sur ce point, Kiesinger et Brandt sont en accord parfait, mais le rôle qu'ils accordent à l'intégration, qu'elle soit politique et économique dans le cadre de la CEE ou militaire dans le cadre de l'OTAN, les place en porte-à-faux avec les projets de détente gaulliens.

Les conceptions de Kiesinger en matière de politique orientale présentent donc certaines similitudes avec celles du général de Gaulle. Ces similarités reposent sur une certaine ambiguïté qui est entretenue des deux côtés du Rhin. Le chancelier fédéral nourrit bien certaines réserves à l'égard de la politique orientale du gouvernement français, mais il ne voit pas d'autre possibilité que de s'associer à celle-ci. On ne peut non plus exclure que Kiesinger entretienne volontairement le malentendu franco-allemand sur l'*Ostpolitik* pour s'assurer

¹⁸ AdsD, NL Bahr, Mappe Nr. 400, Aufzeichnung betr. deutschlandpolitische Vorstellungen der neuen Bundesregierung und Einordnung Berlins in die Außenpolitik der neuen Bundesregierung, Bonn, 30.08.1967. Voir aussi BRANDT, *Außenpolitik, Deutschlandpolitik, Europapolitik*, p. 100.

¹⁹ KRÖGEL, *Einen Anfang finden!*, p. 75.

²⁰ AD/MAE, Pactes, carton n° 294, Seydoux à MAE, Bonn, 3.01.1967.

²¹ GASSERT, *Kanzler zwischen den Zeiten*, p. 557.

²² Lutz HERMANN, Kurt Georg Kiesinger. Ein politisches Portrait, Freudenstadt 1969, p. 21.

du soutien français. Celui-ci est en effet essentiel au succès de l'Ostpolitik de la Grande Coalition.

4.1.2 Willy Brandt et la politique orientale française

L'Ostpolitik de Brandt découle en grande partie de son expérience en tant que bourgmestre de Berlin au plus chaud de la guerre froide²³. Son programme se résume à trois objectifs principaux: »die Rechte unseres Volkes wahren, Europa bauen, Frieden durch ›illusionslose‹ Entspannung sichern«²⁴. Protéger les droits du peuple allemand implique, d'une part, le maintien du droit de la République fédérale à représenter l'Allemagne dans son ensemble, et, d'autre part, l'amélioration des conditions de vie des Allemands de part et d'autre du Rideau de fer. Construire l'Europe suppose d'approfondir les relations franco-allemandes et, pour ce faire, restaurer la coopération dans le cadre du traité de l'Élysée, mais aussi de consolider la Communauté européenne et de faire avancer l'adhésion britannique. Enfin, garantir la paix par la détente et la réduction des tensions vise à créer les conditions du développement des relations Est-Ouest fondées sur la confiance en normalisant les contacts, en renonçant à l'emploi de la force, en accroissant le commerce et en multipliant les échanges culturels et scientifiques. Le renoncement du SPD à la copossession d'armes atomiques, notamment en signant le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), est un pas important en ce sens, même si Brandt continue de revendiquer la participation de son pays à la planification de la stratégie nucléaire. C'est aussi un rapprochement avec les vues du général de Gaulle, pour qui le renoncement par la RFA à l'armement nucléaire est une condition *sine qua non* de la détente et, ultérieurement, de la réunification des deux parties de l'Allemagne.

Brandt développe un projet politique à long terme sur le rôle de son pays en Europe qui permette l'établissement des conditions nécessaires au rétablissement de l'unité allemande, à savoir la promotion de la paix, l'établissement de rapports de confiance avec le bloc soviétique par le dialogue. Par conséquent, le concept de dialogue est, comme chez le général de Gaulle, une composante essentielle de l'Ostpolitik de Brandt. Mais, contrairement à la politique orientale française, son Ostpolitik repose sur un double ancrage à l'Ouest, au sein de la Communauté européenne et de l'Alliance atlantique, et une relative indépendance vis-à-vis des alliés occidentaux. À l'instar de la politique de mouvement mise en pratique par son prédécesseur, la réunification est l'objectif ultime de l'Ostpolitik, mais, contrairement à Schröder, Brandt a conscience de la nécessité de rapprocher les deux parties de l'Allemagne avant que leur

²³ Voir Willy BRANDT, *De la guerre froide à la détente 1960–1975*, Paris 1976, p. 18.

²⁴ ID., *Ein Volk der guten Nachbarn. Außen- und Deutschlandpolitik 1966–1974*, Bonn 2005 (Berliner Ausgabe, 6), p. 104.

réunification ne puisse se réaliser. Il ne peut donc être question d'exclure totalement le régime de Pankow de la décrispation des relations entre l'Allemagne et ses voisins de l'Est. Brandt prône en conséquence une »Politik der kleinen Schritte« qui se traduit notamment par les accords sur les laissez-passer de 1963 et 1964. Ces »petits pas«, inspirés par Egon Bahr, doivent amener progressivement des changements structurels et créer ainsi les conditions à la réunification allemande. Brandt rejoint le président français pour estimer qu'il s'agit là d'une entreprise de longue haleine, et donc qu'»il faut être patient et créer en Europe des conditions favorables«²⁵.

Brandt a aussi pu constater que les alliés occidentaux, tout en appuyant du bout des lèvres la réunification, n'entreprennent rien de concret pour la faire avancer et semblent, au contraire, cautionner le *statu quo*. Brandt a ainsi été particulièrement déçu par l'attitude américaine pendant la crise de Berlin de 1961, mais favorablement impressionné par la fermeté dont a fait preuve le général de Gaulle. L'adoption de la stratégie de la réponse flexible par l'administration Kennedy est une nouvelle déception pour Brandt, car, si une escalade nucléaire devient plus improbable, elle rend l'Allemagne plus vulnérable à une attaque conventionnelle. L'abandon de la MLF, soutenu par le très atlantiste SPD, apporte une nouvelle preuve que l'intérêt de Washington va dorénavant en priorité à la poursuite du dialogue avec l'Union soviétique. En conséquence, le rapprochement de Brandt avec le partenaire français est proportionnel à son éloignement de l'allié américain. Par ailleurs, l'échec du gouvernement Erhard-Schröder à obtenir un soutien concret à une relance de la question allemande a mis en exergue que l'Ostpolitik doit être »eine deutsche Initiative zur Veränderung der deutschen Lage«²⁶.

Les implications de ce constat sont considérables. Elles supposent en effet une relative émancipation de la tutelle américaine et un rapprochement avec les conceptions gaulliennes de l'intérêt national et de l'indépendance. Certes, Brandt n'a nullement l'intention de contester le leadership des États-Unis et la présence américaine, comme le fait de Gaulle. Mais, son Ostpolitik est initiée indépendamment des États-Unis et il a, de plus, conscience qu'il a besoin de l'appui américain pour négocier avec le Kremlin²⁷. Ces velléités d'indépendance ont une autre conséquence: elles impliquent que les dirigeants ouest-allemands fassent preuve d'une nouvelle assurance en matière de politique étrangère. Si Brandt a une vision fondamentalement différente de celle du général de Gaulle, il s'en inspire pour utiliser l'espace politique créé par l'équilibre de la terreur entre les deux superpuissances et pour briguer un rôle accru pour son pays. En y mettant les formes, il revendique pour celui-ci le droit de défendre ses intérêts spécifiques et d'être un joueur à part entière

²⁵ AD/MAE, Pactes, carton n° 294, Télégramme au départ de Beaumarchais, 28.02.1967.

²⁶ BAHR, *Zu meiner Zeit*, p. 152.

²⁷ Bernd VON STADEN, Charles de Gaulle et la politique extérieure de la RFA, dans: De Gaulle en son siècle, vol. V, p. 342–352, ici p. 350.

dans le processus de détente. Comme il le demande, non sans une once de provocation, «pourquoi seulement de Gaulle?»²⁸. Il ne s'agit toutefois pas de s'aligner sur la position de la France, mais seulement de revendiquer pour la République fédérale une autonomie accrue en matière de politique étrangère. Cette attitude traduit un sentiment décomplexé à l'égard de la défense des intérêts nationaux, au premier rang desquels se trouve la réunification²⁹. De Gaulle, qui a si souvent reproché au chancelier Erhard de s'aligner inconditionnellement sur les intérêts américains, ne peut qu'apprécier d'avoir affaire à «des interlocuteurs plus affirmés» et faisant preuve de «plus d'assurance et de quant-à-soi»³⁰. Pour l'ambassadeur Seydoux, «c'est là le secret de la réussite de Brandt»³¹.

Egon Bahr joue un rôle déterminant dans la convergence apparente entre les vues sociale-démocrates et françaises concernant la politique orientale³². Comme le président français, il estime nécessaire de reconnaître les réalités créées par la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire en premier lieu la ligne Oder-Neiße comme frontière définitive de l'Allemagne, et donc d'accepter la cession irrévocable à la Pologne des territoires passés sous son administration après 1945. Mais l'orientation profrançaise de Bahr a aussi ses limites, car, si le renforcement de l'amitié franco-allemande va dans le sens des intérêts allemands, les liens germano-américains sont, eux, irremplaçables³³.

Un certain rapprochement franco-allemand s'observe non seulement sur la forme, mais aussi sur le fond. À partir des années 1960, Brandt met de plus en plus l'accent sur la dimension européenne de son Ostpolitik. L'Ostpolitik doit en effet viser à établir, sur le long terme, un cadre paneuropéen favorable à la réunification grâce à l'établissement de structures de coopération avec l'Union soviétique et un effort parallèle pour apaiser les craintes et la méfiance que les voisins est-européens continuent de nourrir à l'égard de la République fédérale. C'est cette idée que Bahr traduit de façon pratique et opératoire avec le slogan de Tutzing de «Wandel durch Annäherung»³⁴. C'est par le rapprochement qu'il convient de modifier le *statu quo*, sans cependant affaiblir la communauté occidentale ni reconnaître le régime d'Ulbricht³⁵. Toutefois, si

²⁸ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1563, Margerie à MAE, Bonn, 15.05.1964; AdsD, NL Brandt, Mappe Nr. 81, Pressekonferenz am 21.05.1964 (Redenotizen).

²⁹ BRANDT, Mémoires, p. 147.

³⁰ COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 276.

³¹ AD/MAE, Pactes, carton n° 294, Seydoux à MAE a/s nouveau gouvernement fédéral, Bonn, 21.12.1966.

³² Cf. MERSEBURGER, Visionär und Realist, p. 524.

³³ Cf. Andreas VOGTMEIER, Egon Bahr und die deutsche Frage. Zur Entwicklung der sozialdemokratischen Ost- und Deutschlandpolitik vom Kriegsende bis zur Wiedervereinigung, Bonn 1996, p. 75.

³⁴ Rede von Egon Bahr am 15. Juli 1963 in der Evangelischen Akademie Tutzing, http://www.fes.de/archiv/adsd_neu/inhalt/stichwort/tutzing_rede.pdf [accédé le 3.04.2013].

³⁵ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1574, Note a/s des relations entre la RFA et l'URSS depuis la chute de Krouchtchev, Paris, 3.03.1966.

Brandt est d'accord avec de Gaulle sur le fait que le problème allemand ne peut être résolu que dans un cadre européen, contrairement à lui, il ne pense pas que l'Europe doive aspirer à devenir une troisième force entre les deux superpuissances. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est de se servir de la tentative du général de Gaulle d'avoir une politique indépendante pour mettre en œuvre sa propre politique des petits pas. Par conséquent, la politique orientale gaulienne forme l'arrière-plan et non le cadre de l'Ostpolitik de Brandt. De plus, le concept d'un ordre pacifique européen que développe Brandt va de pair avec une liaison étroite entre les progrès de l'Ostpolitik et ceux de l'intégration communautaire.

Dans l'esprit de Brandt, une Communauté européenne forte et prospère est effectivement d'une importance capitale pour l'exercice par l'Allemagne de cette nouvelle assurance politique et la mise en œuvre de l'Ostpolitik. L'ancrage à l'Ouest et la Communauté européenne représentent les deux piliers sur lesquels doit reposer l'Ostpolitik. Brandt établit un lien explicite entre l'approfondissement et l'élargissement du Marché commun et le développement de l'Ostpolitik. En ce sens, la Communauté européenne est appelée à devenir un élément clé de la détente. Comme le note Paul Frank à l'automne 1967:

Nach wie vor handelt es sich darum, dass Europa wirtschaftlich und politisch stärker wird. Aber die durch die Einigung erworbene Stärkung soll in Zukunft der Herstellung eines Dialogs zwischen West- und Osteuropa dienen mit dem Ziel, über die unterschiedlichen Systeme hinweg einen auf nationalen Interessen beruhenden Dialog und schließlich eine Zusammenarbeit zwischen West und Ost einzuleiten³⁶.

Or, comme le souligne Andreas Wilkens, le rôle que Brandt attribue à la Communauté en tant que facteur politique de rapprochement entre les deux parties de l'Europe diffère profondément de l'approche gaullienne³⁷. Depuis l'échec des plans Fouchet et, dans une certaine mesure, de celui du traité de l'Élysée, de Gaulle a perdu tout intérêt pour l'unité politique de l'Europe en laquelle il ne croit plus. Au contraire, il y voit de plus en plus un obstacle potentiel à sa politique d'indépendance et à celle qu'il déploie à l'Est. Dans la vision gaullienne d'une détente-entente-coopération, il n'y a ni place ni rôle pour la Communauté européenne.

Si, donc, les conceptions de Brandt et de De Gaulle présentent des similitudes sur la forme, elles divergent néanmoins sur le fond. C'est sur ce décalage qu'un malentendu franco-allemand sur l'Ostpolitik émerge et se consolide sous la Grande Coalition.

³⁶ PAAA, B1, Bd. 324, Aufzeichnung betr. Leitlinien für die deutsche Europapolitik, 4.10.1967.

³⁷ WILKENS, Willy Brandt, Egon Bahr, p. 278–279.

4.2 Vers une Ostpolitik commune?

Dès son arrivée au pouvoir, la Grande Coalition entreprend de rétablir le dialogue avec Paris dont le soutien pour la mise en œuvre de l'Ostpolitik apparaît indispensable. La nouvelle équipe dirigeante, qui a tiré les leçons de l'échec du gouvernement précédent, est décidée à continuer, d'une autre manière, la politique d'ouverture à l'Est initiée par ses prédécesseurs grâce, cette fois, à l'appui du partenaire français.

Le choix de Willy Brandt pour l'Auswärtiges Amt est judicieux, car son passé est exempt de toute compromission avec le régime national-socialiste – au contraire de celui du chancelier Kiesinger – et, en tant qu'ancien bourgmestre de Berlin, il n'est pas un inconnu pour les autorités soviétiques et est-allemandes. Les diplomates français voient également dans le fait que le SPD occupe des postes clés pour la définition et la mise en œuvre de l'Ostpolitik un indice supplémentaire que la Grande Coalition aura une Ostpolitik plus innovatrice que celle du gouvernement précédent³⁸. Certes, la plate-forme politique adoptée par le SPD lors du congrès de Dortmund ainsi que le programme gouvernemental social-démocrate incluent encore la majorité des positions juridiques traditionnelles et restent vagues sur la question de la frontière germano-polonaise³⁹. Mais ces documents définissent par ailleurs les grandes lignes d'une nouvelle politique orientale et une nouvelle approche de la réunification dont l'objectif est de normaliser les relations entre la République fédérale et ses voisins d'Europe centrale et orientale, y compris la RDA. La diplomatie française salue à la fois cette évolution, qu'elle attribue principalement à Brandt, et la volonté affichée par les nouveaux dirigeants de définir un programme d'action avec Paris⁴⁰. Le changement de ton, tant à l'égard de la France qu'à celui des voisins est-européens, est, en tout cas, »sensible«⁴¹.

4.2.1 Les succès initiaux de la coopération franco-allemande

Lors de son premier voyage à Paris dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Brandt est convié à rencontrer le président de la République ainsi que plusieurs

³⁸ Le maroquin des Affaires étrangères revient à Brandt, celui des Affaires panallemandes à Herbert Wehner, et celui de la coopération à Hans-Jürgen Wischniewski.

³⁹ AD/MAE, Pactes, carton n° 294, Seydoux à MAE a/s programme gouvernemental du SPD, Bonn, 14.11.1966; EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1530, Seydoux à MAE a/s résolution SPD sur la politique allemande, Bonn, 8.06.1966.

⁴⁰ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1530, Note a/s des conceptions politiques de Willy Brandt, Paris, 12.12.1966; Pactes, carton n° 294, Seydoux à MAE, Bonn, 21.12.1966.

⁴¹ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1545, Note a/s des relations entre la république d'Allemagne et les pays de l'Europe orientale, Paris, 4.01.1967.

membres du gouvernement en marge du Conseil de l'OTAN auquel il assiste. Brandt souligne devant ses interlocuteurs français le désir de son gouvernement de donner un nouveau contenu au traité de l'Élysée et leur présente les grandes lignes de la future Ostpolitik allemande⁴². Le général de Gaulle réserve au nouveau ministre un accueil particulièrement cordial et l'assure que la France est disposée à soutenir la politique de détente de la Grande Coalition. »Tout reste à faire. Nous vous aiderons si vous le voulez, en particulier à Moscou«⁴³, offre-t-il à Brandt. Mais, ce soutien n'est pas inconditionnel, comme de Gaulle prend soin de le rappeler. Il implique, de la part de Bonn, la reconnaissance des frontières, au sujet desquelles la France n'a »pas changé d'avis«, l'autonomie politique vis-à-vis des États-Unis, qui sont »nos amis, mais [...] qui nous empêchent d'être nous-mêmes et de nous entendre avec l'Est«, et enfin, l'amélioration des relations avec »les gens de la RDA« dont la France s'engage à ne pas reconnaître le gouvernement. En ce qui concerne d'ailleurs les contacts interallemands, l'appui français va très loin puisque, lors du traditionnel dîner quadripartite, Maurice Couve de Murville donne son accord sur ce que la Grande Coalition jugera nécessaire de faire pour développer les échanges dans ce domaine⁴⁴.

Ces premiers contacts entre les autorités gouvernementales françaises et Brandt sont considérés, de part et d'autre du Rhin, comme un succès. Brandt estime ainsi »mit Frankreich ein recht enges Einvernehmen in der Frage der Ostpolitik zu finden«⁴⁵ et il charge ses services d'étudier les possibilités de coordonner les efforts français et allemands à l'Est⁴⁶. Le programme exposé par Brandt va indéniablement dans le sens de la France, mais les diplomates français se demandent dans quelle mesure et comment la coopération entre Paris et Bonn pourra se développer de façon concrète sur le terrain de la détente⁴⁷.

Les possibilités de coopération franco-allemande se matérialisent dès janvier 1967 alors que la Grande Coalition commence à mettre en pratique le programme de son Ostpolitik. Lors du sommet bilatéral des 13 et 14 jan-

⁴² AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1670, Entretien Pompidou-Brandt à Matignon, 13.12.1966; AN, 5AG1/163, Entretien Couve de Murville-Brandt au Quai d'Orsay, 12.12.1966, Paris, 20.12.1966; AAPD, 1966 II, Dok. 396, p. 1626–1630.

⁴³ AN, 5AG1/163, Entretien de Gaulle-Brandt, le 15.12.1966; AAPD, 1966 II, Dok. 398, p. 1637–1646.

⁴⁴ AN, 5AG1/163, Dîner des quatre ministres des Affaires étrangères, le 14.12.1966, au Quai d'Orsay, Paris, 20.12.1966; AAPD, 1966 II, Dok. 399, p. 1646–1662.

⁴⁵ BRANDT, *Begegnungen und Einsichten*, p. 158.

⁴⁶ PAAA, B150, Bd. 90, Drahtbericht betr. Vorstellungen über künftige Aspekte der deutsch-französischen Zusammenarbeit, 22.12.1966; Aufzeichnung betr. Verstärkung der deutsch-französischen Zusammenarbeit / Möglichkeiten und Grenzen, Bonn, 30.12.1966; B42, Bd. 559, Aufzeichnung betr. gemeinsame Ostpolitik.

⁴⁷ AdsD, NL Schmidt, Sacharchiv, Box Nr. 7508/7509, Mappe Nr. 7508, Rundfunkgespräch mit dem französischen Außenminister Couve de Murville über die internationalen Perspektiven für 1967, 7.01.1967. Voir aussi COUVE DE MURVILLE, *Une politique étrangère*, p. 275.

vier, les discussions tournent principalement autour des moyens à mettre en œuvre pour améliorer et approfondir la coordination entre les deux capitales, notamment dans le domaine de la politique orientale. Le premier entretien entre de Gaulle et Kiesinger est cordial sur la forme, mais aussi très franc sur le fond. Le président français ne veut pas se contenter de déclarations d'intention concernant la réalisation plus complète du traité de l'Élysée, mais veut savoir dans quelle mesure celle-ci est possible, autrement dit comment la Grande Coalition envisage les relations avec Washington et les pays de l'Est. Le chancelier fédéral tente de rassurer son interlocuteur sur ces deux points. Ce qui importe, c'est, dit-il, «de définir comment l'Europe peut exister et déterminer elle-même ses destinées»⁴⁸. Kiesinger indique en outre qu'il pourrait accepter la formule gaullienne d'une détente, entente, coopération, «encore qu'il faille l'appliquer différemment en Allemagne»⁴⁹. Le lendemain, le conditionnel n'est plus de mise. Kiesinger souscrit pleinement à ce qu'il appelle la «grande conception» gaullienne et insiste pour que les deux capitales coordonnent leurs efforts vis-à-vis de l'Est⁵⁰.

Brandt se montre de son côté particulièrement entreprenant et propose à son homologue français d'établir un programme de travail commun en vue de perfectionner la pratique institutionnelle de la coopération bilatérale. De façon concrète, il suggère que Français et Allemands travaillent ensemble en Europe de l'Est dans les domaines industriels et culturels. Il s'agit, selon lui, «de promouvoir des projets de réalisations industrielles communes» dans les pays de l'Est et de confronter «nos expériences dans le domaine de la coopération culturelle avec l'Est»⁵¹. À plusieurs reprises, Brandt insiste sur l'importance d'initiatives franco-allemandes concertées et demande l'appui de Paris pour éviter que des pays tiers ne tirent de fausses conclusions du rétablissement des relations entre la République fédérale et certaines démocraties populaires. Couve de Murville constate avec satisfaction que la Grande Coalition accepte «d'engager une action politique dans ce domaine essentiel des relations avec l'Est», mais prévient que «ce sera long et difficile»⁵². Il accepte également de faire les démarches diplomatiques à même d'aider l'Allemagne à normaliser ses relations avec l'Est.

Les ouvertures de la Grande Coalition rencontrent un écho favorable dans les cercles politiques français qui apprécient les accents gaullistes des nouveaux dirigeants allemands. Au Quai d'Orsay, François Puaux constate

⁴⁸ AN, 5AG1/163, Entretien de Gaulle-Kiesinger à l'Élysée, le 13.01.1967 (matin); AAPD, 1967 I, Dok. 14, p. 69.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ AN, 5AG1/163, Entretien de Gaulle-Kiesinger, le 14.01.1967 (matin).

⁵¹ AN, 5AG1/163, Entretien Couve de Murville-Brandt le 13.01.1966 (après-midi), Paris, 23.01.1967.

⁵² AN, 5AG1/163, Entretien Couve de Murville-Brandt le 13.01.1966 (matin), Paris, 18.01.1967; AAPD, 1968 I, Dok. 15, p. 78-86. Voir aussi BRANDT, *Begegnungen und Einsichten*, p. 150-156.

que »c'est dans le domaine des rapports avec l'Est que les positions de la république fédérale d'Allemagne paraissent s'inspirer le plus nettement des vues françaises⁵³. Les vues des deux gouvernements apparaissent donc »largement concordantes⁵⁴. Outre-Rhin, l'*Auswärtiges Amt* observe également qu'il existe un accord complet entre la Grande Coalition et le général de Gaulle dans l'appréciation de la question allemande⁵⁵. Solliciter l'appui de la France à l'Ostpolitik allemande est doublement avantageux pour la Grande Coalition. Sur le plan bilatéral, cela facilite le rapprochement entre les deux capitales, rapprochement qui constitue un préalable indispensable à la mise en application du programme de politique européenne du gouvernement fédéral⁵⁶. Les sociaux-démocrates espèrent aussi que celui-ci permettra de surmonter les réserves et les résistances du partenaire gouvernemental chrétien-démocrate sur les points les plus problématiques⁵⁷.

Paris a rapidement l'occasion d'apporter un soutien concret à l'Ostpolitik allemande. Recevant l'ambassadeur soviétique Valerian Zorine le 22 janvier 1967, de Gaulle lui demande que le gouvernement soviétique fasse preuve de bonne volonté à l'égard de Bonn, sans grand résultat d'ailleurs, puisqu'un peu moins d'une semaine après cette entrevue, Moscou adresse aux trois puissances occidentales et à Bonn une note dans laquelle il dénonce la résurgence du national-socialisme et du militarisme en République fédérale⁵⁸. Cette attaque soviétique, soutenue en seconde main par la Pologne et la RDA, vise en partie à discréditer les dirigeants de la Grande Coalition, notamment le chancelier Kiesinger. Mais, alors que le gouvernement allemand s'apprête à renouer des relations diplomatiques avec la Roumanie, c'est aussi et surtout un avertissement à ceux des pays de l'Est, tels la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, qui seraient tentés de normaliser leurs relations avec Bonn. *In fine*, c'est donc une tentative de bloquer les progrès de la diplomatie fédérale en Europe centrale et orientale.

La visite du ministre polonais des Affaires étrangères, Adam Rapacki, à Paris en janvier 1967 fournit une nouvelle occasion au gouvernement français de plaider la cause de Bonn. La veille de l'arrivée de Rapacki, Brandt fait parvenir à Couve de Murville une longue lettre dans laquelle il demande de faire valoir auprès des Polonais le sérieux de l'Ostpolitik allemande⁵⁹. Le rétablissement

⁵³ AN, 5AG1/163, Puaux à Ambassades, Paris, 21.01.1967.

⁵⁴ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1608, Note a/s de la détente en Europe, Paris, 19.01.1967.

⁵⁵ PAAA, B150, Bd. 95, Aufzeichnung betr. deutsche Osteuropapolitik, Bonn, 18.01.1967.

⁵⁶ ACDP, NL Kiesinger, I-226-A706, Pressekonferenz Kiesingers am 16.01.1967; AD/MAE, Pactes, carton n° 294, Seydoux à MAE a/s conférence de presse de Kiesinger, Bonn, 17.01.1967.

⁵⁷ Cf. GASSERT, *Kanzler zwischen den Zeiten*, p. 506.

⁵⁸ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1575, Dépêche TASS du 28.01.1967 a/s »déclaration du gouvernement soviétique sur la renaissance du national-socialisme en république fédérale d'Allemagne«.

⁵⁹ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1608, Brandt an Couve de Murville, Bonn,

des relations diplomatiques avec la Roumanie étant, par ailleurs, imminent, Brandt sollicite l'appui de la France dans le cadre d'une «opération écran» (*Ab-schirmungsaktion*), visant à «empêcher certains pays du tiers-monde de mal interpréter notre politique orientale, au cas où nous établirions des relations diplomatiques avec des États d'Europe orientale»⁶⁰. Paris se montre un allié fiable et diligent. Quelques jours après réception de la lettre de Brandt, le Quai d'Orsay envoie fin janvier une série de missives aux missions diplomatiques françaises au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie et en Europe, dans lesquelles il exprime le soutien du gouvernement français aux initiatives de la Grande Coalition pour normaliser ses relations avec l'Europe de l'Est. Il y rappelle également que si la République fédérale renonce pour ces pays à l'application de la doctrine Hallstein, elle n'entend pas y renoncer pour d'autres pays⁶¹. Comme l'écrit Couve de Murville:

Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur cette position, elle a du moins le mérite de tendre à une amélioration dans le sens que nous souhaitons, c'est-à-dire celui de la détente en Europe. C'est pourquoi nous entendons faciliter l'action de Bonn et, répondant à sa demande, nous avons accepté d'appuyer ses démarches auprès de certains États pour les inviter à ne pas modifier l'état actuel de leurs relations avec l'Allemagne de l'Est à la suite d'un éventuel échange de missions diplomatiques entre la République fédérale et les États d'Europe orientale⁶².

La démarche française vient utilement seconder les mesures prises par l'*Auswärtiges Amt*.

La coordination franco-allemande et l'intervention française se révèlent un franc succès et elles facilitent les premiers pas de l'Ostpolitik allemande. Le rétablissement des relations diplomatiques entre la République fédérale et la Roumanie peut ainsi se faire sans condition aucune. Le gouvernement fédéral a même pu réaffirmer son droit à représenter l'Allemagne dans son ensemble, encore que de façon unilatérale. L'action française en Afrique et au Moyen-Orient – doublée, il est vrai, d'une action similaire des gouvernements britannique et américain – a manifestement porté ses fruits puisqu'aucun des pays concernés n'a modifié ses relations avec Berlin-Est. Malgré la convergence de vues entre la France et la Pologne sur la ligne Oder-Neiße, la visite de Rapacki se solde par un demi-échec. Paris se refuse toujours à reconnaître le régime d'Ulbricht et a non seulement plaidé en faveur de la sincérité des efforts de réconciliations de la Grande Coalition, mais a aussi mis Varsovie en garde contre

24.01.1967 (traduction dans: AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1652, Brandt à Couve de Murville, Paris, 25.01.1967)

⁶⁰ AN, 5AG1/163, Premier entretien Couve de Murville-Brandt à l'issue du dîner offert par Brandt dans sa résidence à Bonn le 27.04.1967, Paris, 5.05.1967.

⁶¹ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1652, Beaumarchais à ambassades a/s rétablissement de relations diplomatiques avec certains pays de l'Est, Paris, 30.01.1967.

⁶² AN, 5AG1/163, Instructions a/s de l'application de la doctrine Hallstein, Paris, 30.01.1967.

le fait d'ignorer l'évolution de la politique orientale allemande⁶³. Pour Kiesinger et Brandt, ce premier succès constitue un encouragement à continuer sur la voie de la détente et de l'Ostpolitik.

La déclaration gouvernementale de Kiesinger de décembre 1966 avait paru ébranler l'hostilité de principe des pays d'Europe orientale à l'égard de l'Allemagne. Mais, devant les premiers succès de l'Ostpolitik allemande, la contre-attaque de Moscou s'organise. En effet, en dépit des assurances et des requêtes françaises, le gouvernement soviétique demeure toujours aussi méfiant et intransigeant vis-à-vis de Bonn et tâche de resserrer les rangs de ses satellites. Soviétiques et Allemands de l'Est obtiennent, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères du pacte de Varsovie dans la capitale polonaise, une «certaine »pause« dans la poursuite des négociations avec la République fédérale»⁶⁴. Les pays les plus enclins à suivre la Roumanie, comme la Hongrie et la Bulgarie, acceptent de différer l'établissement de relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Ouest. Il s'agit, pour Moscou, de limiter les échanges de missions diplomatiques entre la RFA et les pays de l'Est à un petit nombre de cas ayant valeur de test. Pour Pankow et Varsovie, il s'agit d'assortir la normalisation des rapports entre les pays de l'Est et le gouvernement allemand de conditions draconiennes.

Le durcissement du front de l'Est et le regroupement du bloc soviétique, par solidarité plus ou moins forcée avec la RDA, ont pour conséquences immédiates de mettre un frein aux initiatives allemandes. Au printemps 1967, la signature de traités d'assistance mutuelle entre la Pologne et la RDA (15 mars), la Tchécoslovaquie et la RDA (17 mars) et le renouvellement des traités entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Bulgarie (6 avril) attestent la reprise en main du bloc communiste grâce aux efforts conjugués de Moscou, Pankow et Varsovie⁶⁵. Ce raidissement se confirme lors de la conférence de Karlovy Vary fin avril 1967. Cette conférence, que les Roumains et les Yougoslaves boudent ostensiblement, précise les termes d'une normalisation des relations avec la République fédérale: la reconnaissance par Bonn du *statu quo* territorial en Europe, l'existence de deux États allemands, et la renonciation de l'Allemagne de l'Ouest à l'arme nucléaire. L'offensive menée par la RDA se traduit par un coup d'arrêt au processus de normalisation des relations avec Bonn. Or, le rôle joué par Ulbricht change en partie la donne pour l'Ostpolitik de la Grande Coalition, car il fait apparaître les rapports interallemands comme l'élément crucial des relations entre Bonn

⁶³ PAAA, B1, Bd. 351, Aufzeichnung betr. Besuch des polnischen Außenministers Rapacki in Paris vom 26.–29.01.1976, Bonn, 9.02.1967.

⁶⁴ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1545, Note a/s de la RFA et des démocraties populaires, 23.02.1967.

⁶⁵ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1545, Note a/s de la RFA et les pays de l'Est (15.03.–23.04.1967), Paris, 25.04.1967

et l'Est au lieu d'en être le corollaire⁶⁶. Surtout, il oblige Bonn à se coller avec le problème de la RDA alors que la Grande Coalition espérait pouvoir contourner cet obstacle. Paris encourage Bonn à »alles zu vermeiden, was als ›harte‹ Linie gegenüber Moskau und dem Ostberliner Regime ausgelegt werden könnte«⁶⁷. Au cours des mois suivants, la diplomatie allemande s'efforce d'amorcer un dialogue avec Pankow et de reprendre certaines ouvertures, limitées mais concrètes, en direction de l'Union soviétique et des pays d'Europe centrale. Sous l'appellation de »nouvel ordre pacifique européen«, Brandt met au point une nouvelle présentation des conceptions allemandes concernant l'établissement d'un système de sécurité européen qui serait moins fondé sur la puissance américaine et un équilibre des forces que sur la notion de désarmement. Il cherche également à obtenir certains aménagements au TNP de façon à pouvoir y apposer sa signature malgré l'opposition toujours vive qu'il suscite chez de nombreux chrétiens-démocrates⁶⁸.

La coopération franco-allemande continue, cependant, de bien fonctionner. Dans le cadre des consultations organisées par le traité de l'Élysée, Paris fournit régulièrement des informations sur l'évolution des pays de l'Est, ce qui permet à l'Auswärtiges Amt de les recouper avec celles dont il dispose et de solliciter l'aide de Paris là où elle est nécessaire⁶⁹. De leur côté, les Allemands informent le partenaire français des progrès de leurs efforts. Cependant, les déclarations parfois contradictoires des deux leaders de la Grande Coalition, reflets de tendances divergentes, entretiennent la perplexité de la diplomatie française. Ceux-ci ont, au demeurant, une marge de manœuvre réduite, puisque »tout se joue entre deux limites: la non-reconnaissance juridique et une certaine normalisation«⁷⁰. Si les diplomates français s'interrogent sur les conséquences à long terme de l'Ostpolitik, ses répercussions immédiates sont jugées plutôt positivement. Malgré le durcissement des pays de l'Est que Français et Allemands espèrent temporaire, l'Ostpolitik a permis de révéler et d'accroître les divisions au sein du bloc communiste et de mettre sur la défensive les pays opposés à la détente⁷¹. Pour cette raison, l'Ostpolitik va bien

⁶⁶ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1652, Note a/s de l'Évolution des rapports inter-allemands, Paris, 26.04.1967.

⁶⁷ PAAA, B150, Bd. 101, Aufzeichnung betr. die Entwicklung des Verhältnisses der Bundesrepublik Deutschland zu Frankreich seit der Neubildung der Bundesregierung, Bonn, 20.04.1967.

⁶⁸ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1640, Note a/s de la RFA et la non-prolifération des armes nucléaires, Paris, 6.07.1967.

⁶⁹ PAAA, B150, Bd. 97, Aufzeichnung betr. Stand unserer Bemühungen um Aufnahme diplomatischer Beziehungen zu osteuropäischen Staaten, Bonn, 22.02.1967.

⁷⁰ AD, MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1545, Note a/s de la République fédérale et de l'Europe de l'Est (13.12.1966–13.03.1967), Paris, 14.03.1967.

⁷¹ PAAA, B43, Bd. 796, Fechter an das AA betr. französische Beurteilung der weiteren Chancen der neuen deutschen Ostpolitik, Paris, 28.04.1967; AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1545, Note a/s de l'évolution des rapports de la République fédérale avec les pays d'Europe orientale et la RDA, Paris, 14.06.1967.

dans le sens de la politique gaullienne d'ouverture à l'Est, estime-t-on sur les bords de la Seine. Mais, alors que l'Ostpolitik n'a fait aucun progrès tangible depuis l'ouverture de relations diplomatiques avec Bucarest en janvier 1967 et qu'elle est tenue en échec par les *hardliners* du camp communiste, les Allemands veulent aller de l'avant⁷². Ils souhaitent, pour ce faire, poursuivre et développer la concertation franco-allemande en ce domaine⁷³.

Le gouvernement fédéral compte notamment sur l'aide des dirigeants français, dont plusieurs doivent se rendre en URSS (Pompidou et Couve de Murville) et en Pologne (de Gaulle), pour désarmer les critiques et les résistances soviétiques⁷⁴. La réaffirmation de la solidarité franco-allemande en matière de détente est jugée d'autant plus nécessaire que le raidissement soviétique traduit le désir de Moscou d'isoler la République fédérale au moment où l'Union soviétique améliore parallèlement ses relations bilatérales avec la plupart des alliés occidentaux de l'Allemagne⁷⁵. Au cours d'une de ses entrevues trimestrielles avec Couve de Murville, Brandt précise les attentes de son gouvernement: »Nous attendons simplement que vous disiez que nous sommes sérieux et que nous voulons sérieusement ce que nous disons«⁷⁶. Le ministre français constate la concordance de vues entre les deux capitales et réitère l'appui de la France.

Pour Paris, l'enlèvement précoce de l'Ostpolitik fédérale est problématique, car la diplomatie française attend des initiatives allemandes qu'elles secondent la politique orientale française, en accentuent les effets et accélèrent la décomposition des blocs. Or, celles-ci semblent avoir l'effet inverse puisque l'Union soviétique, en organisant la résistance communiste, montre qu'elle conserve la mainmise sur sa sphère d'influence est-européenne. De plus, dans un contexte international marqué par un regain de tensions suite à la guerre des Six Jours, le leadership politique du général de Gaulle n'est plus aussi incontesté. Après les élections législatives du printemps 1967, le gouvernement ne dispose plus que d'une courte majorité à l'Assemblée nationale. Paris a donc tout intérêt à prêter main-forte à la Grande Coalition pour lever les obstacles qui s'opposent à la détente et obtenir un succès politique capable de redorer le blason du président. Comme le constate Hermann Meyer-Lindenberg, »das deutsche und französische Interesse laufen hier parallel«⁷⁷.

⁷² PAAA, B21, Bd. 705, Aufzeichnung betr. Stand und Fortentwicklung unserer Beziehungen zu den osteuropäischen Staaten, 16.06.1967.

⁷³ PAAA, B21, Bd. 540, Aufzeichnung betr. Konsultation der Leiter der politischen Abteilungen des deutschen und des französischen Außenministeriums am 27./28.04.1967, Bonn, 26.04.1967; PAAA, B42, Bd. 982, Aufzeichnung betr. Beziehungen zu den osteuropäischen Staaten, 24.04.1967.

⁷⁴ CADN, Archives rapatriées de l'ambassade de France à Bonn, vol. 178, Compte rendu de la réunion des directeurs politiques à Paris le 16.06.1967, Paris, 12.07.1967.

⁷⁵ AN, 5AG1/163, Puaux à ambassades, Paris, 2.05.1967.

⁷⁶ AN, 5AG1/163, Premier entretien Couve de Murville-Brandt à l'issue d'un dîner offert par M. Brandt dans sa résidence à Bonn, le 27.04.1967, Paris, 5.05.1967.

⁷⁷ PAAA, B24, Bd. 607, Thesen zum deutsch-französischen Verhältnis, Bonn, 22.06.1967.

Le sommet franco-allemand qui se tient à Bonn du 1^{er} au 13 juillet 1967 tourne autour de quatre thèmes principaux: les relations internationales, la candidature britannique au Marché commun, l'amélioration de la coopération bilatérale dans le cadre du traité franco-allemand, et, enfin, la détente et les relations Est-Ouest. Ces deux derniers thèmes sont étroitement liés du point de vue de Brandt. Pour le ministre fédéral, la réactivation du couple franco-allemand et le perfectionnement de la concertation bilatérale doivent faciliter l'émergence d'un consensus entre les deux capitales sur l'Ostpolitik et les questions relatives à la détente. Ses efforts pour impliquer la France dans l'Ostpolitik ne visent donc pas uniquement à garantir l'appui de la France, mais font partie des efforts allemands en faveur de l'amélioration des rapports bilatéraux.

L'Ostpolitik est, par conséquent, un élément essentiel du programme de coopération bilatérale que présente la Grande Coalition. Les Allemands proposent ainsi une série de projets sur lesquels Paris et Bonn pourraient travailler ensemble, comme par exemple une exposition franco-allemande dans les capitales de l'Est⁷⁸. Ils renouvellent en outre leur demande de soutien français à l'Ostpolitik⁷⁹. La question de la réunification domine aussi les entretiens entre de Gaulle et Kiesinger. Sans surprise, le président français répète son credo sur les frontières, notamment orientales, que l'Allemagne devra accepter si elle veut faire son unité. Surtout, de Gaulle se prononce clairement en faveur de la réunification allemande:

Pour cette politique, vous pouvez compter sur la France et vous pouvez compter seulement sur la France. [...] Pour la route vers la réunification, vers l'arrangement avec l'Est, vous comptez sur nous, mais pas sur les autres. [...] La France fait sa politique, car elle est convaincue en définitive de son intérêt et c'est pourquoi elle préfère la réunification allemande à la domination américaine⁸⁰.

Cette profession de foi en faveur de la réunification constitue, pour l'Auswärtiges Amt, l'un des points forts du sommet⁸¹.

Le bon climat des relations franco-allemandes, malgré la persistance de divergences de fond, et l'apparente position de débiteur de Bonn représentent un défi et une opportunité pour Paris. Cette apparente position de force laisse espérer que les Français puissent faire pression sur Bonn dans d'autres domaines, notamment celui de l'élargissement. Paris sait que la Grande Coalition veut éviter une confrontation franco-allemande sur la question britannique et

⁷⁸ AN, 5AG1/163, Tête-à-tête de Gaulle-Kiesinger, Bonn, 12.07.1967; AAPD, 1967 II, Dok. 261, p. 1042. Voir aussi SEYDOUX, Dans l'intimité franco-allemande, p. 96.

⁷⁹ AD/MAE, SG-EM, vol. 31, Réunion des ministres des Affaires étrangères le 12.07.1967.

⁸⁰ AN, 5AG1.163, Entretien de Gaulle-Kiesinger, Bonn, 13.01.1967; AAPD, 1967 II, Dok. 263, p. 1052-1053.

⁸¹ PAAA, B150, Bd. 106, Meyer-Lindenberg an alle Vertretungen betr. Konsultations-treffen Bundeskanzler Kiesinger-Präsident de Gaulle in Bonn, 12.-13.07.1976, Bonn, 14.07.1967.

ne veut pas compromettre le soutien français à l'Ostpolitik. Ainsi Couve de Murville essaie-t-il peu après le sommet d'obliger son homologue à choisir entre l'élargissement et l'Ostpolitik⁸².

Par ailleurs, le sommet de juillet 1967 se conclut avec la décision d'améliorer les mécanismes institutionnels de la coopération bilatérale et d'en créer de nouveaux afin de lui donner une impulsion dans des domaines qui ne sont pas encore, ou seulement partiellement, couverts par le traité. Les deux capitales décident notamment de créer un groupe de travail chargé de l'étude des questions relatives à la sécurité européenne et à la défense de l'Europe dans les années 1970⁸³. Ce groupe de travail, constitué de représentants des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, doit plus précisément étudier les évolutions géopolitiques (y compris la question allemande) qui pourraient affecter la sécurité et la défense européenne dans un futur proche. L'institution de ce groupe de travail est une innovation, car ses travaux doivent concilier aspects politiques et militaires et donc étudier des questions qui étaient jusqu'alors discutées séparément par les ministres des Affaires étrangères et les états-majors des deux pays⁸⁴. Sa mission se rapproche de celle du Centre d'étude de politique étrangère, sorte de boîte à idées proche du Quai d'Orsay, et du *Planungsstab* de l'*Auswärtiges Amt*.

Le projet d'un tel groupe de travail, dont l'initiative revient essentiellement à Brandt, remonte en fait aux débuts de la Grande Coalition. L'idée est déjà inscrite dans le programme gouvernemental du SPD afin de développer la coopération franco-allemande dans le domaine militaire et rapprocher les doctrines stratégiques des deux pays. La possibilité d'étudier en commun l'évolution politique à long terme de la sécurité européenne figure également en bonne place parmi les divers projets de coopération évoqués par le ministre fédéral lors du sommet de janvier 1967⁸⁵. La composition et les possibles sujets d'étude de ce groupe de travail sont discutés au niveau bilatéral au cours du printemps et de l'été 1967⁸⁶.

Du point de vue allemand, l'institution d'un groupe de travail sur la sécu-

⁸² Cf. Garret MARTIN, «Grandeur et Dépendances»: The Dilemmas of Gaullist Foreign Policy, September 1967 April 1968, dans: LUDLOW (dir.), *European Integration and the Cold War*, p. 36–52.

⁸³ AD/MAE, SG-EM, vol. 31, Relevé des décisions prises en conclusion des réunions franco-allemandes les 12 et 13 juillet 1967.

⁸⁴ PAAA, B150, Bd. 119, Aufzeichnung betr. Vorgeschichte, Entwicklung und Stand der deutsch-französischen Studie für die Sicherheit Europas in den 70er Jahren, Bonn, 9.02.1968.

⁸⁵ AN, 5AG1/163, Entretien Couve de Murville-Brandt à Paris le 13.01.1967 (après-midi), Paris, 23.01.1967; AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1436, Note a/s des propositions allemandes en vue de développer la coopération, Paris, 5.07.1967.

⁸⁶ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1613, Réunion des directeurs politiques à Bonn le 22.03.1967, Paris, 27.03.1967; vol. 1436, Note a/s de quelques problèmes de coopération franco-allemande, 11.07.1967; vol. 1615, Réunion des directeurs politiques, Paris, 25.08.1967 et réunion des directeurs politiques à Paris les 19–20.09.1967, Paris, 6.11.1967.

rité européenne dans les années 1970 présente un triple avantage. Il apparaît d'abord comme un moyen d'harmoniser les conceptions géostratégiques de la France et de l'Allemagne sur le long terme en permettant une concertation sur les questions de sécurité européenne. Les Allemands souhaitent en effet utiliser le groupe de travail pour obtenir des informations sur les idées françaises concernant l'évolution des relations internationales sur le long terme et ses implications militaires, et pour discuter des possibilités ainsi que des conditions de l'établissement d'un système de défense européen compatible avec l'Alliance atlantique. Le groupe de travail est aussi un moyen de préserver le dialogue militaire et stratégique avec la France, qui est devenu plus difficile depuis le retrait français de l'OTAN, et, enfin, un moyen de pérenniser la participation de la France à l'Alliance atlantique⁸⁷.

À Paris, la création de ce groupe de travail soulève «de grands espoirs»⁸⁸. Les dirigeants français sont en effet à la fois «réticents devant les procédures multilatérales qui sont celles de l'OTAN et désireux d'apporter une attention croissante aux perspectives futures de la défense européenne»⁸⁹. L'institution d'un organisme où ces perspectives pourraient être étudiées de manière bilatérale offre une solution à ce dilemme. Paris entend donc donner au groupe de travail un vaste champ d'action et «en faire un outil aussi efficace que possible»⁹⁰. À cet égard, Paris rejoint Brandt et Bahr, pour qui le groupe de travail ne devrait pas se borner à étudier les aspects militaires, mais examiner aussi les problèmes politiques afin de favoriser l'émergence d'un consensus franco-allemand sur l'institution d'un système de sécurité paneuropéen⁹¹. Le groupe de travail est aussi envisagé par le gouvernement français comme un outil pour s'informer sur les objectifs à long terme de la politique étrangère de la Grande Coalition⁹².

De part et d'autre du Rhin, l'enthousiasme initial cède rapidement la place à un certain scepticisme. Le groupe de travail tarde à se mettre à l'œuvre et les deux capitales s'en rejettent mutuellement la faute⁹³. L'embellie qui avait

⁸⁷ PAAA, B24, Bd. 607, Thesen zum deutsch-französischen Verhältnis, Bonn, 22.06.1967; B150, Bd. 119, Aufzeichnung betr. Vorgeschichte, Entwicklung und Stand der deutsch-französische Studie für die Sicherheit Europas in den 70er Jahren, Bonn, 9.02.1967.

⁸⁸ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Aumale à MAE a/s perspectives de la Commission franco-allemande d'études stratégiques, Bonn, 17.08.1967.

⁸⁹ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Note pour le ministre de la Défense, 15.10.1970.

⁹⁰ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Aumale à MAE a/s des perspectives de la Commission franco-allemande d'études stratégiques, Bonn, 17.08.1967.

⁹¹ AdsD, NL Bahr, Mappe Nr. 341, Aufzeichnung betr. Konsultationsrunde mit dem französischen Staatspräsidenten, Bonn, 7.07.1967; PAAA, B150, Bd. 106, Meyer-Lindenberg an alle Vertretungen betr. Konsultationstreffen Bundeskanzler-Präsident de Gaulle in Bonn, Bonn, 14.07.1967.

⁹² AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Aumale à MAE a/s des perspectives de la Commission franco-allemande d'études stratégiques, Bonn, 17.08.1967.

⁹³ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Seydoux à MAE, Bonn, 22.11.1967; PAAA,

caractérisé les rapports bilatéraux a pris fin. À Bonn, la Grande Coalition s'irrite de l'hostilité dont le président français ne se départit pas à l'égard de l'élargissement. À cela s'ajoutent les dissentiments issus du voyage officiel du général de Gaulle en Pologne. Compte tenu de l'accumulation des divergences franco-allemandes, Bonn voit de moins en moins l'utilité de discussions bilatérales sur la stratégie, surtout si elles devaient avoir lieu sans lien aucun avec les discussions en cours à l'OTAN sur la redéfinition des tâches et des missions de l'institution transatlantique. Aussi, avant même que le groupe de travail ne commence ses études, son mandat est revu à la baisse, à l'initiative allemande. Contrairement aux espoirs de Paris, il n'est dès lors plus question d'élaborer un concept stratégique commun, mais simplement d'étudier les questions de sécurité européenne en général⁹⁴. De plus, alors qu'un nouveau vent de guerre froide souffle sur les relations internationales, le gouvernement fédéral veut éviter tout ce qui pourrait donner l'impression que Bonn prend parti pour Paris plutôt que pour Washington.

Le groupe de travail tient finalement sa réunion constitutive le 8 janvier 1968 à l'Auswärtiges Amt. Les deux délégations s'accordent sur un programme qui prévoit d'analyser la situation à l'Est et à l'Ouest puis de discuter des possibles évolutions du problème de la sécurité européenne au cours de la décennie 1970–1980⁹⁵. Respectant le principe des consultations organisées par le traité de l'Élysée, le groupe de travail se réunit en alternance à Paris et à Bonn. Les réunions se tiennent de façon très irrégulière au début puis deviennent mensuelles à partir de l'automne 1968, cette fréquence plus importante des réunions étant vraisemblablement une conséquence directe du Printemps de Prague.

Dans l'ensemble, Français et Allemands sont un peu déçus par le groupe de travail. Il constitue un organisme où les deux gouvernements peuvent échanger très librement leurs vues sur les grands problèmes géopolitiques, et apprendre à mieux connaître et comprendre les méthodes de pensée du voisin. Il s'est ainsi »als geeignetes Forum erwiesen, um Fragen, die sich auf dem Grenzgebiet zwischen Außen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik ergeben, mit unseren Partnern zu diskutieren, wenn es sich bis jetzt nur um einen Vergleich neben- und zum Teil gegeneinanderstehender Auffassungen handelte,

B150, Bd. 119, Aufzeichnung betr. Vorgeschichte, Entwicklung und Stand der deutsch-französischen Studie für die Sicherheit Europas in den 70er Jahren, Bonn, 9.02.1967.

⁹⁴ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Seydoux à MAE, Bonn, 24.11.1967; BAK, B136, Bd. 3051, Aufzeichnung betr. Stand der deutsch-französischen Zusammenarbeit, Bonn, 26.01.1968.

⁹⁵ PAAA, B150, Bd. 116, Gemeinsame Studie über die langfristige weltpolitische Entwicklung und die Sicherheit Europas in den 70er Jahren/Arbeitsprogramm; AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1457, Études en commun sur le développement de la politique mondiale à long terme et la sécurité de l'Europe dans les années 1970/Programme de travail.

bei denen eine Annäherung noch nicht abzusehen ist»⁹⁶. Le groupe de travail reste toutefois marqué par un profond malentendu sur sa fonction. Alors que les Français le conçoivent comme un moyen de rapprocher les conceptions géostratégiques et militaires des deux gouvernements, il ne vient, pour les Allemands, que compléter ce qui se fait déjà au sein de l'OTAN, où un comité semblable a été créé.

4.2.2 L'impasse

Du 5 au 11 septembre 1967, le général de Gaulle est en visite officielle en Pologne, où il est accueilli par les plus hautes autorités polonaises et une foule enthousiaste. Après l'Union soviétique l'année précédente, c'est la première visite du chef de l'État en Europe de l'Est. Le choix de la Pologne ne doit rien au hasard. Il y a d'abord les liens historiques rattachant les deux pays depuis plusieurs siècles et les souvenirs personnels du général de Gaulle, qui, dans les années 1920, y a entraîné l'armée polonaise. Varsovie est aussi l'un des plus farouches gardiens de la cohésion du bloc oriental face à l'Ostpolitik allemande et détient par conséquent une position clé pour la détente en Europe.

Lors du sommet de juillet 1967, de Gaulle a promis à Kiesinger qu'il plaidera la cause de l'Ostpolitik auprès des dirigeants polonais, qu'il incitera à adopter une attitude plus conciliante à l'égard de Bonn⁹⁷. Ces propos anticipent les vœux allemands, car dès le printemps 1967, l'Auswärtiges Amt envisage d'utiliser le voyage du président français pour soutenir les efforts de la Grande Coalition envers ce pays, la France pouvant apporter une caution morale pour le gouvernement allemand⁹⁸. En se faisant l'avocat de la politique orientale allemande, en Pologne et dans les autres pays d'Europe de l'Est, l'Élysée espère placer la France en position d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, mais il entend le faire à ses conditions et dans certaines limites.

Par petites touches et au fur et à mesure de ses haltes, le général de Gaulle dessine le projet politique qu'il propose aux Polonais. Celui-ci implique une coopération entre la France et la Pologne et les autres pays, en toute indépendance, comme il le déclare devant les étudiants de l'université Jagellon à Cracovie. À Gdansk, il invite la Pologne à affirmer son caractère national, sans complexe vis-à-vis du tuteur soviétique. Devant la diète polonaise,

⁹⁶ AAPD, 1969 I, Dok. 19, p. 77.

⁹⁷ AdsD, NL Brandt, Mappe Nr. 10, Aufzeichnung betr. Gespräch zwischen Stefan Thomas und Christian d'Aumale am 9.08.1967, 17.08.1967.

⁹⁸ PAAA, B42, Bd. 982, Aufzeichnung betr. Beziehungen zu den osteuropäischen Staaten, Bonn, 24.04.1967; AAPD, 1967 II, Dok. 142, p. 644–646; AdsD, NL Bahr, Mappe Nr. 341, Aufzeichnung betr. Konsultationsrunde mit dem französischen Staatspräsidenten, Bonn, 7.07.1967; PAAA, B150, Bd. 108, Fechter an das AA betr. Polen-Reise de Gaulles, Paris, 24.08.1967 et Schütz an die Botschaft Paris betr. Interpretation des Begriffes Rückversicherung der deutschen Politik durch Frankreich, Bonn, 31.08.1967.

il déclare que seule une politique de détente, d'entente et de coopération créeront les conditions propices au règlement pacifique des questions pendantes, »parmi lesquelles la principale est le destin du peuple allemand«⁹⁹. Lors de ses entretiens avec les dirigeants polonais, il se porte aussi garant de l'Ostpolitik allemande. Devant la méfiance envers l'Allemagne, de Gaulle entend donner des assurances aux Polonais sur le principal contentieux germano-polonais, portant sur la frontière Oder-Neiße. Mais, en saluant en la ville de Zabrze, située en Prusse orientale jusqu'en 1945, »la plus silésienne de toute la Silésie, c'est-à-dire la plus polonaise des villes de Pologne«, ou bien en reconnaissant devant la diète polonaise les »frontières bien justifiées et bien déterminées«¹⁰⁰ de la Pologne, le président français provoque une vive émotion et l'incompréhension à Bonn. Les responsables politiques allemands sont peu nombreux à admettre qu'en reconnaissant la justification de certaines demandes polonaises, du moins celles dont il reconnaît le bien-fondé, de Gaulle espère encourager la Pologne à se montrer plus flexible vis-à-vis de Bonn et plus indépendante par rapport à Moscou.

Outre-Rhin, le voyage en Pologne agit comme un révélateur des divergences entre les partenaires de la coalition. Bien que le gouvernement fédéral et l'Auswärtiges Amt aient une interprétation plus nuancée des propos tenus par de Gaulle que celle de la presse quotidienne allemande ou des organisations de réfugiés, ces déclarations les forcent à faire face aux contradictions d'une Ostpolitik s'efforçant de réconcilier les vues des défenseurs (essentiellement chrétiens-démocrates) de l'orthodoxie de la politique de réunification avec celles des tenants (surtout sociaux-démocrates) d'une politique orientale à la fois plus audacieuse et flexible¹⁰¹. De plus, les controverses autour des déclarations du chef de l'État réactivent les hésitations et les doutes d'une partie de l'opinion publique allemande à propos des choix de la Grande Coalition en matière de politique orientale. Le moment est en effet particulièrement inopportun pour le gouvernement fédéral. Le dialogue quasi officiel noué avec Pankow pour normaliser les relations entre les deux Allemagnes et assouplir les contraintes imposées aux Allemands de l'Ouest désireux de se rendre à l'Est – la correspondance Kiesinger-Stoph¹⁰² – a tourné court, les autorités est-allemandes continuant de subordonner toute amélioration des relations interallemandes à la reconnaissance préalable de la RDA par la RFA. Cet échec a renforcé les critiques de ceux qui refusent tout contact officiel ou

⁹⁹ DE GAULLE, Discours et messages, vol. V, p. 210.

¹⁰⁰ Ibid., p. 212.

¹⁰¹ PAAA, B1, Bd. 336, Aufzeichnung betr. Staatsbesuch General de Gaulles in Polen vom 6./12.09.1967, Bonn, 14.09.1967; AD/MAE, EU 1961–1970, s/s Statut de l'Allemagne, vol. 63, Note a/s des réactions allemandes au voyage du général de Gaulle en Pologne (6.–12.09.1967), Paris, 12.10.1967; AN, 5AG1/249, Note hebdomadaire de Saint-Légier, 15.09.1967.

¹⁰² Les échanges de lettres entre Kiesinger et Stoph sont reproduits dans: Europa-Archiv 22 (1967), p. D329–D330 et p. D473–D478.

semi-officiel avec le régime d'Ulbricht. Les négociations entre Willy Brandt et l'ambassadeur soviétique à Bonn, Semion Tsarapkin, à propos d'un échange de déclarations de non-recours à la force, se heurtent d'abord au problème de la reconnaissance de la RDA et à celle des frontières¹⁰³.

Le bilan du voyage en Pologne est donc en demi-teinte. Du point de vue franco-allemand, les vives réactions allemandes laissent des traces profondes. Le général de Gaulle tente d'expliquer, d'abord à l'ambassadeur Klaiber puis dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, le sens de ses propos sur la « polonité »¹⁰⁴ de Zabrze, mais ses propos relancent plus qu'ils n'apaisent le débat sur la question des rapports franco-allemands. L'appui français à l'Ostpolitik est implicitement remis en question puisque celui-ci n'apparaît pas suffisant pour permettre au gouvernement fédéral d'atteindre ses objectifs¹⁰⁵. En outre, en dressant dans son allocution du 27 novembre un violent réquisitoire contre la politique de colonisation de l'État hébreu, le président français bouscule non seulement la position traditionnellement pro-israélienne de la diplomatie française, mais ouvre un nouveau sujet de discorde avec Bonn qui, pour des raisons historiques évidentes, ne peut se désolidariser d'Israël¹⁰⁶. Si l'on ajoute le rejet de la candidature britannique, la France se distance très nettement du voisin d'outre-Rhin sur la plupart des grands sujets de politique européenne et internationale. Enfin, sur le plan de la détente, la visite n'a pas apporté les développements espérés. Les dirigeants polonais se sont montrés peu réceptifs à l'alternative que leur offrait le président avec sa formule de détente, entente et coopération. De Gaulle n'a pas non plus réussi à désarmer la méfiance polonaise à l'égard de Bonn¹⁰⁷.

À l'automne 1967, la politique orientale de la France semble donc, elle aussi, marquer le pas. Après l'échec du voyage en Pologne, les tentatives françaises pour promouvoir la détente rencontrent peu d'écho en Union soviétique. Les leaders soviétiques continuent d'ignorer les injonctions du général de Gaulle en faveur d'une plus grande flexibilité sur le problème allemand. Moscou refuse non seulement d'améliorer ses relations avec Bonn, mais durcit son attitude à l'égard de la République fédérale en lançant une nouvelle campagne dénonçant, en des termes plus durs qu'en janvier 1967, la renaissance du national-socialisme et du militarisme allemand¹⁰⁸. Ils continuent par ailleurs

¹⁰³ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1438, Aide-mémoire remis par Tsarapkin à Brandt le 12.10.1967, 19.10.1967; Document remis le 21.11.1967 par Tsarapkin à Brandt a/s du non-recours à la force.

¹⁰⁴ AN, 5AG1/163, Audience de M. Klaiber le 2.10.1967, DDF, 1967 II, Doc. 161, p. 418–419; AAPD, 1967 II, Dok. 335, p. 1319; DE GAULLE, Discours et messages, vol. V, p. 240.

¹⁰⁵ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1608, Note schématique sur les rapports franco-allemands, Paris, 22.11.1967.

¹⁰⁶ AAPD, 1967 II, Dok. 241, p. 976–997.

¹⁰⁷ AAPD, 1967 III, Dok. 315, p. 1249.

¹⁰⁸ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1576, Note a/s des déclarations du gouvernement soviétique au sujet de l'Allemagne, 18.12.1967.

à subordonner l'acceptation de déclarations de non-recours à la force à des conditions inacceptables pour Bonn. Le gouvernement soviétique estime que le temps joue en sa faveur et que, tôt ou tard, les autorités fédérales seront obligées de procéder à une révision de la politique étrangère allemande.

Tout semble effectivement les y pousser: la nécessité de couronner les efforts entrepris à l'Est par un succès, l'intérêt que Bonn continue de porter au dialogue avec l'Union soviétique, enfin, le gouvernement français, qui a contribué à répandre l'idée que l'acceptation de la frontière Oder-Neiße n'était qu'une question de temps¹⁰⁹. Or, les diplomates allemands considèrent que cette erreur de jugement explique la stagnation de la détente. Par conséquent, Bonn entend maintenir sa position sur la non-reconnaissance de la RDA et contourner l'hostilité des pays d'Europe centrale et orientale en prenant des initiatives dans les domaines économique, culturel et technique quitte à faire du sur-mesure pour chaque pays¹¹⁰. Bonn espère ainsi utiliser le désir des pays de l'Est de développer leurs échanges économiques et de participer au progrès technologique occidental pour obtenir en contrepartie des concessions de caractère politique. Cette réorientation de l'Ostpolitik allemande vers les aspects économiques des contacts avec l'Est diminue l'intérêt d'un soutien politique de la France, car les mesures à prendre doivent en effet l'être de façon bilatérale entre la RFA et les pays concernés. Cette réorientation représente aussi un risque pour la France de se voir supplantée par la RFA, dont les «échanges – déjà fort importants dans ces pays, puisqu'en moyenne ils sont deux fois supérieurs aux nôtres – pourraient se trouver considérablement stimulés»¹¹¹.

Le général de Gaulle est aussi de plus en plus insatisfait de l'évolution de l'Ostpolitik allemande. À ses yeux, la Grande Coalition, confrontée aux difficultés créées par Pankow et au refus de Moscou d'engager le dialogue, semble retrouver les anciens réflexes de la guerre froide¹¹². La réorientation entreprise par la diplomatie allemande est interprétée, à Paris, »als eine fatale Einschätzung der Möglichkeiten für eine echte deutsche Entspannungspolitik im Osten«¹¹³. Le président est aussi contraint de prendre acte des limites auxquelles se heurte l'Ostpolitik allemande. Mais, ces limites renvoient également à celles de sa propre politique orientale qui n'a pu modifier l'attitude négative du bloc

¹⁰⁹ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1545, Note a/s d'une évolution possible de la politique étrangère de Bonn à l'égard des pays de l'Est, 6.12.1967.

¹¹⁰ PAAA, B43, Bd. 796, Duckwitz an alle Vetretungen betr. Arbeitstagung über Ostpolitik im Auswärtigen Amt, 8.12.1967; PAAA, B1, Bd. 352, Aufzeichnung betr. Arbeitstagung über Ostpolitik im Auswärtigen Amt am 4./5.12.1967, Bonn, 27.12.1967; AdsD, NL Bahr, Mappe Nr. 400, Thesen zur Osteuropapolitik.

¹¹¹ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1546, Note a/s des relations de la République fédérale avec les pays de l'Est, Paris, 26.01.1968.

¹¹² PAAA, B24, Bd. 630, Klaiber an das AA betr. deutsche Ostpolitik in französischer Sicht, Paris, 17.01.1967.

¹¹³ AdsD, NL Brandt, Mappe Nr. 10, Aufzeichnung betr. Gespräch mit d'Aumale, 20.12.1967.

soviétique à l'égard de Bonn. C'est bien l'attitude de l'Est, et non celle de Bonn, qui est responsable de la stagnation des politiques de détente française et allemande¹¹⁴. La France est contrainte d'attendre que la situation évolue dans un sens plus favorable à la détente. En cette fin d'année 1967, c'est un sentiment d'impuissance qui domine à Paris. Comme le note Hervé Alphand dans son journal: »Tout est dans l'impasse [...] l'Allemagne n'acceptant ni les frontières, ni l'existence de l'Allemagne de l'Est, Moscou préférant de beaucoup le *statu quo*; Brandt persiste cependant dans sa recherche de la détente avec l'Est«¹¹⁵. La stagnation du processus de détente n'est pas non plus sans incidence sur les relations franco-allemandes. Au regard des polémiques suscitées par le voyage de De Gaulle en Pologne, de nombreux responsables n'hésitent d'ailleurs pas à remettre en cause le soutien français. Ce faisant, la France perdrait non seulement un atout précieux pour sa propre politique orientale, mais également un moyen de pression sur Bonn.

L'humeur est à peine plus optimiste de l'autre côté du Rhin. Le fossé entre les deux partenaires de la coalition semble s'élargir toujours un peu plus, comme le montrent plusieurs remaniements de hauts fonctionnaires à la chancellerie et à l'*Auswärtiges Amt*. Le secrétaire d'État Karl Carstens, pour qui la politique du gouvernement revient »à abandonner, tranche par tranche, toutes les positions de la République fédérale«¹¹⁶, quitte le ministère des Affaires étrangères pour s'installer au palais Schaumburg. Georg Ferdinand Duckwitz, qui partage les convictions de Brandt quant à la nécessité d'une nouvelle Ostpolitik, est nommé, sur décision personnelle du ministre, secrétaire d'État à l'*Auswärtiges Amt* pour remplacer Klaus Schütz, qui devient bourgmestre de Berlin. Egon Bahr prend quant à lui la direction du bureau de planification, place laissée vacante par Günther Diehl, nommé au poste de secrétaire d'État à l'Information. Avec Bahr à la tête du *Planungsstab*, Brandt dispose désormais d'une cellule chargée de développer non seulement les concepts, mais aussi la planification concrète de sa politique orientale¹¹⁷. Des considérations électorales ne sont pas absentes de ces nominations. Elles doivent donner des gages aux insatisfaits de chaque camp, car des élections, défavorables aux sociaux-démocrates, viennent d'avoir lieu dans plusieurs *länder*. Surtout, la CDU/CSU et le SPD se mettent progressivement en ordre de bataille en vue des prochaines élections fédérales, avec, à la chancellerie autour du chancelier Kiesinger, les partisans d'une politique allemande de

¹¹⁴ PAAA, B43, Bd. 796, Klaiber an das AA betr. französische Ansichten zur deutschen Ostpolitik, Paris, 10.11.1967.

¹¹⁵ ALPHAND, L'étonnement d'être, p. 494.

¹¹⁶ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1608, Seydoux à MAE, Bonn, 16.09.1967.

¹¹⁷ VOGTMEIER, Bahr und die deutsche Frage, p. 100.

fermeté et, à l'Auswärtiges Amt autour de Brandt, les tenants de la poursuite de l'Ostpolitik, y compris au prix de concessions politiques¹¹⁸.

À l'exception de l'établissement de relations diplomatiques avec la Yougoslavie en janvier 1967, de la signature d'un accord commercial avec la Tchécoslovaquie et de la visite de Brandt en Roumanie en août, l'Ostpolitik a bel et bien calé devant les réactions défensives du bloc soviétique. L'Auswärtiges Amt concède quelques réalisations franco-allemandes, telles que les échanges dans le cadre du traité de l'Élysée, l'opération écran de janvier 1967 ou la défense de la politique fédérale par Paris¹¹⁹, mais il reconnaît qu'«eine engere deutsch-französische Zusammenarbeit mit dem Ziel gemeinsamer Entspannungsbemühungen [...] zur Zeit bedingt möglich [ist]»¹²⁰. Une coopération franco-allemande en matière de politique orientale n'apparaît possible que si Bonn accepte de s'aligner sur toutes les positions françaises ou si les deux politiques convergent pour coïncider¹²¹.

Or, plusieurs choses rendent la réalisation d'une telle hypothèse plus qu'improbable. En premier lieu, il existe des divergences de vues persistantes entre les deux gouvernements sur la construction européenne, et en particulier la question de l'élargissement et de l'approfondissement des Communautés européennes. Contrairement à l'avis du général de Gaulle, l'intégration communautaire n'est pas, selon Brandt, un obstacle à l'Ostpolitik, mais, bien au contraire, un facteur de stabilité. La prospérité et la puissance économique de l'Europe occidentale constituent un attrait très fort pour les pays de l'Est. Par conséquent, il ne voit «aucune contradiction entre les efforts pour l'unité européenne et la coopération avec l'Europe de l'Est»¹²². Il s'agit de renforcer économiquement et politiquement la Communauté européenne pour qu'elle soit utile au dialogue avec l'Est par-delà les systèmes politiques et économiques. En second lieu, le gouvernement fédéral ne dispose toujours pas d'une conception cohérente du rôle que l'Allemagne, et accessoirement l'Europe, devrait jouer dans l'établissement d'un système de sécurité européenne qu'il pourrait promouvoir de concert avec la France et les autres alliés occidentaux. Les autorités fédérales apparaissent, au contraire, de plus en plus irrésolues. En dernier lieu, l'indépendance nationale que le général de Gaulle revendique pour la France parce qu'il pense qu'elle lui confère un avantage dans le dialogue Est-Ouest constitue un obstacle supplémentaire à une Ostpo-

¹¹⁸ Cf. Helmut ALLARD, *Moskauer Tagebuch. Beobachtungen, Notizen, Erlebnisse*, Düsseldorf 1973, p. 152; BRANDT, *Begegnungen und Einsichten*, p. 183.

¹¹⁹ PAAA, B21, Bd. 726, *Aufzeichnung betr. Gebiete der wesentlichen Fortschritte der deutsch-französischen Zusammenarbeit im Jahre 1967*, Bonn, 11.01.1968.

¹²⁰ PAAA, B24, Bd. 630, *Aufzeichnung betr. praktische Möglichkeiten für die deutsch-französische Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Entspannungspolitik*, Januar 1968.

¹²¹ PAAA, B42, Bd. 982, *Aufzeichnung betr. deutsch-französische Zusammenarbeit im Bereich der Ostpolitik während des Jahres 1967*, Bonn, 27.12.1967.

¹²² AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1531, Seydoux à MAE a/s débat de politique étrangère au Bundestag et discours de Brandt, Bonn, 13.10.1967.

litik franco-allemande commune, car l'Allemagne de la Grande Coalition ne peut ni ne veut distendre les liens avec les États-Unis et l'Alliance atlantique. En conséquence, les perspectives pour une collaboration franco-allemande en matière de politique orientale se limitent à des gestes symboliques suggérant la permanence et l'étroitesse des contacts entre les deux pays. Du point de vue de Brandt, cela signifie que les échanges et les consultations franco-allemandes doivent se poursuivre, mais que l'Allemagne devra faire seule les choix décisifs¹²³. Il s'agit donc de préserver les apparences du dialogue franco-allemand, car c'est un atout utile dans les conversations avec l'Est, mais il n'est plus question d'une coopération pratique véritable¹²⁴.

4.3 Revers et désillusions

Pour Paris et Bonn, 1968 débute dans une atmosphère de désenchantement quant aux possibilités et aux perspectives d'une approche commune de l'Ostpolitik. Confrontés à l'échec relatif de leurs initiatives et des résultats limités de la coopération franco-allemande en matière de politique orientale, les deux pays souhaitent relancer la détente, mais ils se heurtent rapidement aux réalités de la logique des blocs. Ce début d'année est aussi caractérisé par un retour au premier plan de la question allemande et des considérations sur l'établissement d'un système de sécurité européenne, car ce symbole de la division de l'Europe en deux blocs idéologiques apparaît plus que jamais comme un obstacle à l'établissement d'une paix durable sur le Vieux Continent¹²⁵. L'ambassadeur Klaiber confirme ainsi que le général de Gaulle s'intéresse de près à la question allemande, car celle-ci fait obstacle à la réalisation de son grand dessein et doit donc être résolue. Il espère un geste du gouvernement fédéral qui relancerait le processus de détente et il est également prêt à entreprendre quelque chose si les autorités fédérales le désirent¹²⁶. Aussi n'est-ce pas un hasard si le Quai d'Orsay laisse fuiter certaines propositions. À Paris, on estime en effet que l'Ostpolitik de la Grande Coalition reste limitée faute de concessions sur les questions fondamentales que sont la ligne Oder-Neiße,

¹²³ AdsD, NL Brandt, Mappe Nr. 262/263, Interview Brandts, Deutsche Welle, 18.10.1967.

¹²⁴ PAAA, B24, Bd. 630, Aufzeichnung betr. praktische Möglichkeiten für die deutsch-französische Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Entspannungspolitik, Bonn, Januar 1968.

¹²⁵ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1537, note a/s des commentaires en RFA sur la politique de Moscou et de Pankow à l'égard de l'Allemagne; PAAA, B150, Bd. 113, Aufzeichnung betr. Ziele und Beweggründe der französischen Außenpolitik, Bonn, 8.01.1968.

¹²⁶ PAAA, B2, Bd. 181, Klaiber an das AA betr. nächste deutsch-französische Konsultation zwischen Staatpräsidenten und Bundeskanzler, Paris, 18.01.1968; PAAA, B150, Bd. 117, Klaiber an das AA betr. deutsch-französischen Konsultationsbesprechungen, Paris, 18.01.1968.

la reconnaissance de la RDA ou bien la vocation de la RFA à représenter l'ensemble de l'Allemagne¹²⁷. Les diplomates français se demandent donc »ob größeres Entgegenkommen von Seiten Bonns zu neuen Fortschritten der deutschen und damit indirekt auch der französischen Ostpolitik [führen] würde«¹²⁸.

Ainsi, le Centre d'études de politique étrangère, un *think tank* proche du Quai d'Orsay, publie à la fin de 1967, simultanément en France et en Allemagne, une étude analysant trois modèles de sécurité européenne dont chacun reprend l'un des termes du triptyque gaullien¹²⁹. Cette publication est présentée comme une étude préliminaire du groupe de travail franco-allemand sur la sécurité et la défense en Europe dans les années 1970, où elle a été abondamment discutée. Sans être une étude officielle, il est quasi certain que le Centre d'études de politique étrangère a obtenu l'aval de l'Élysée avant de publier le résultat de ses réflexions¹³⁰. Cette étude décrit trois scénarios alternatifs et/ou complémentaires – la détente, l'entente et la coopération – en vue d'une réorganisation de l'Europe, qui esquissent les cadres susceptibles de permettre une solution du problème de la réunification allemande dans un ensemble européen et en accord avec tous les voisins de la République fédérale. Elle reprend, dans l'ensemble, des positions françaises traditionnelles, telles que le rejet d'un condominium américano-soviétique garantissant la stabilité et la sécurité de l'Europe dans une coexistence tacite qu'aucun traité ne sanctionnerait, l'abandon par l'Allemagne de positions juridiques devenues intenables, ou bien encore la nécessaire européanisation du problème allemand. Mais elle contient aussi des propositions nouvelles, comme, par exemple, la nécessité pour la RFA de reconnaître l'existence d'un autre État allemand et de renoncer à représenter le peuple allemand dans son ensemble. Une autre proposition novatrice est celle »d'aménager les rapports humains et économiques entre les deux États allemands de telle sorte qu'ils puissent coexister avec un minimum de frictions«¹³¹ si la réunification, dans sa version occidentale, n'était plus possible. Le document engage aussi les pays de l'Est à accepter la réunification allemande pour prix du renoncement ouest-allemand aux anciens territoires de Prusse orientale, car »la reconnaissance définitive du *statu quo* territorial doit s'accompagner de la remise en question du *statu quo* politique caractérisé par la division de l'Allemagne«¹³². Surtout, l'étude pose indirectement

¹²⁷ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1641, Note a/s des relations de la République fédérale avec les pays de l'Est, Paris, 26.01.1968.

¹²⁸ PAAA, B24, Bd. 630, Klaiber an das AA betr. deutsche Ostpolitik in französischer Sicht, Paris, 17.01.1968.

¹²⁹ L'étude, intitulée »Modèles de sécurité européenne«, est publiée dans: Politique étrangère 6 (1967), p. 519–541 et Europa-Archiv 23 (1968), p. 51–64.

¹³⁰ Cf. Ernst WEISENFELD, Welches Deutschland soll es sein? Frankreich und die deutsche Einheit seit 1945, Munich 1986, p. 109.

¹³¹ Politique étrangère 6 (1967), p. 525; Europa-Archiv 23 (1968), p. 55.

¹³² Politique étrangère 6 (1967), p. 535; Europa-Archiv 23 (1968), p. 61.

la question de savoir comment la France et l'Allemagne pourraient agir de concert pour faire progresser la question allemande. Elle montre aussi que Paris n'entend nullement laisser à Bonn la primeur des projets visant à établir un système de sécurité en Europe. C'est donc une façon de reprendre la main au moment où le gouvernement fédéral intensifie les échanges de vues avec Moscou sur la question de la renonciation à l'emploi de la force¹³³. L'étude est d'ailleurs lue avec beaucoup d'intérêt outre-Rhin. En juin 1968, Bahr développe des idées qui présentent une grande similitude avec les propositions françaises dont certaines se retrouvent dans les écrits de Brandt¹³⁴.

Lors du sommet bilatéral des 15 et 16 février, la question britannique et les discussions sur un arrangement commercial éclipsent les questions relatives à la politique orientale, car la priorité de la Grande Coalition est de sortir la candidature britannique de l'impasse créée par le second veto gaullien. Seuls Couve de Murville et Brandt abordent le sujet de la politique orientale, surtout pour décrire l'état des relations de leur pays avec l'Est¹³⁵. Les diplomates allemands concluent avec raison que cet échange franco-allemand » keine Gesichtspunkte von Bedeutung [ergab]«¹³⁶.

À partir du printemps 1968, Willy Brandt lance une série de signaux indiquant sa détermination d'aller de l'avant et de favoriser la détente dans le sens indiqué par la France. Lors du congrès du SPD qui se tient en mars 1968, le ministre fédéral établit un lien entre la réunification allemande et l'établissement d'un ordre pacifique européen. Il admet la réalité de deux entités allemandes séparées et déclare que la reconnaissance des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale, et en particulier la ligne Oder-Neiße, est une condition préalable à tout progrès de l'Ostpolitik allemande¹³⁷. Les déclarations de Brandt démontrent que les sociaux-démocrates sont prêts à dépasser les positions juridiques traditionnelles et sont, de fait, plus en accord avec les conceptions françaises que ne le sont les chrétiens-démocrates. Ses propos mettent aussi en évidence la détérioration des rapports entre les partenaires gouvernementaux. Tout changement de la politique gouvernementale fédérale est ainsi démenti par la chancellerie, et Brandt fait plus ou moins

¹³³ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1532, Note a/s de la RFA et des projets de sécurité européenne, Paris, 26.01.1968; Pactes, carton n° 295, Note a/s de la renonciation à la force, Paris, 17.04.1968.

¹³⁴ AdsD, NL Bahr, Mappe Nr. 396, Aufzeichnung betr. Europäische Sicherheit, Bonn, 27.06.1968; AAPD, 1968 II, Dok. 207, p. 796–814; BRANDT, Außenpolitik, Deutschlandpolitik, Europapolitik, p. 86, BÄHR, Zu meiner Zeit, p. 226–230.

¹³⁵ AN, 5AG1/164, Entretien Couve de Murville-Brandt, Paris, 15.02.1968 (après-midi); 27.09.1968.

¹³⁶ PAAA, B150, Bd. 120, Duckwitz an alle Vertretungen betr. Konsultationstreffen Bundeskanzler Kiesinger-General de Gaulle am 15./16.02.1968, Bonn, 19.02.1968.

¹³⁷ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s Statut de l'Allemagne, vol. 60, Seydoux à MAE a/s résolution social-démocrate de politique étrangère, Bonn, 21.03.1968.

machine arrière dans une interview au journal du dimanche »Die Welt am Sonntag«¹³⁸.

La France, secouée par les protestations estudiantines de Mai 68 et paralysée par la grève, a des préoccupations plus urgentes que les atermoiements politiques de Bonn. Il en est de même pour l'Union soviétique, dont les regards sont tournés vers la Tchécoslovaquie où les transformations entreprises par Alexandre Dubcek recèlent de nombreux dangers pour Moscou et Pankow. Elles menacent d'abord de fragiliser, voire de faire éclater, le »triangle de fer« Pankow-Varsovie-Prague au cas où le gouvernement tchécoslovaque accepterait de ne plus subordonner la reprise des relations diplomatiques avec Bonn à la réalisation de différents préalables, comme la reconnaissance de la nullité *ab initio* du traité de Munich de 1938. L'exemple tchèque menace aussi de modifier les données du problème pour les autres pays est-européens. Il risque de fissurer l'unité de façade que le camp communiste a reconstituée vis-à-vis de la République fédérale et, par conséquent, d'en ébranler durablement la cohésion. *In fine*, il place Moscou devant le dilemme consistant à maintenir la discipline au sein du bloc oriental ou à poursuivre la politique de détente en Europe¹³⁹.

Le raidissement soviétique face aux événements de Tchécoslovaquie est annoncé par plusieurs signes avant-coureurs. La publication de la correspondance échangée avec Bonn sur le non-recours à la force revient ainsi à faire passer ce dialogue du terrain diplomatique à celui de la propagande. En dénonçant tout à la fois le danger allemand et la collusion des libéraux tchécoslovaques avec les Allemands de l'Ouest et en utilisant l'hostilité des pays de l'Est au militarisme allemand comme thème fédérateur, Moscou espère faire d'une pierre deux coups : restaurer l'unité de ses satellites et discréditer les dirigeants de Prague. Pour Bonn, le Printemps de Prague semble cependant confirmer la ligne adoptée à la fin de 1967, à savoir que la multiplication des échanges commerciaux peut servir de vecteur à des transformations politiques en Europe orientale.

Le 21 août 1968, les troupes soviétiques, renforcées de celles de plusieurs de leurs alliés du pacte de Varsovie, entrent en Tchécoslovaquie pour y rétablir l'orthodoxie communiste. La répression brutale qui s'ensuit est un revers capital pour la politique orientale française et allemande, car elle démontre que la politique des blocs n'a pas été ébranlée¹⁴⁰. L'affaire tchécoslovaque pèse durablement sur les relations franco-allemandes en raison des enseignements divergents qu'en tirent les deux pays.

¹³⁸ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s Statut de l'Allemagne, vol. 60, Seydoux à MAE, Bonn, 25.03.1968.

¹³⁹ CADN, Archives rapatriées de l'ambassade de France à Bonn, carton n° 178, Compte rendu de la conversation entre Debré et Brandt à l'ambassade de France à Bruxelles, 20.07.1968.

¹⁴⁰ AAPD, 1968 II, Dok. 264, p. 1035-1036.

À Paris, les dirigeants français interprètent l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie comme une action dont le but est de restaurer la cohésion du bloc communiste, mais qui ne constitue par une menace directe pour l'Europe occidentale. C'est ce que le ministre des Affaires étrangères, Michel Debré, explique devant l'Assemblée nationale en qualifiant la répression du Printemps de Prague de grave «accident de parcours»¹⁴¹ qui ne doit pas empêcher la France de poursuivre une politique de détente. Le Quai d'Orsay et l'Élysée, tout en condamnant fermement les événements de Tchécoslovaquie, ne perdent pas de vue que «l'objectif fondamental demeure la détente»¹⁴². La France, assure le général de Gaulle dans son allocution du 9 septembre 1968, continuera donc à travailler en faveur de l'indépendance des peuples et de la détente, l'entente et la coopération. Mais, comme le relève Jean Lacouture, c'est désormais au passé qu'il évoque les efforts de la France pour tisser avec les pays de l'Est des liens privilégiés¹⁴³.

Outre-Rhin, l'invasion de la Tchécoslovaquie provoque un véritable choc, qu'amplifie la présence de divisions soviétiques aux frontières allemandes. Pour faire face à cette résurgence du danger communiste et ce regain des tensions Est-Ouest qui inquiètent profondément l'opinion publique allemande, le gouvernement fédéral demande le renforcement des structures politiques et militaires occidentales tout en poursuivant la détente¹⁴⁴. Ce renforcement passe par la consolidation simultanée de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne, laquelle implique de nouveaux progrès sur la voie de l'intégration politique et l'adhésion de la Grande-Bretagne. Pour Bonn, ces deux organisations sont garantes de la solidarité et de la cohésion occidentales, comme l'explique le chancelier Kiesinger à l'ambassadeur Seydoux¹⁴⁵. Ce renforcement doit aussi servir à prévenir tout isolement de la République fédérale, désignée comme bouc émissaire par l'URSS, et éviter que ne s'établisse une distinction entre la politique orientale allemande et celle de ses alliés.

Les événements de Tchécoslovaquie dominent largement les entretiens franco-allemands de septembre 1968. De ce sommet, les Allemands attendent avant tout que le partenaire français fasse preuve de solidarité et de compré-

¹⁴¹ DEBRÉ, Gouverner autrement, p. 259.

¹⁴² Cité dans: François FETJÖ, Jacques RUPNIK, Vaclav HAVEL, Le printemps tchécoslovaque 1968, Bruxelles 1999, p. 261. Voir aussi DE GAULLE, Discours et messages, vol. V, p. 334–335.

¹⁴³ LACOUTURE, De Gaulle, vol. III, p. 549.

¹⁴⁴ PAAA, B150, Bd. 134, Aufzeichnung betr. Konsultationen des Herrn Ministers mit Außenminister Debré am 7.09.1968, Bonn, 5.09.1968; AAPD, 1968 II, Dok. 284, p. 1098–1099; AD/MAE, Pactes, carton n° 295, Seydoux à MAE a/s conséquences de la crise tchécoslovaque en RFA, Bonn, 28.09.1968; AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1385, «Volonté de paix et d'entente et sauvegarde de la paix», Déclaration du gouvernement fédéral faite par le chancelier fédéral Kurt Georg Kiesinger le 25.09.1968 devant le Bundestag, 25.09.1968.

¹⁴⁵ AAPD, 1968 II, Dok. 275, p. 1061–1066.

hension¹⁴⁶. Ni l'une ni l'autre ne vont cependant de soi, comme le ministre fédéral et le chancelier le découvrent. L'invasion de Prague a aussi réveillé, de part et d'autre du Rhin, certains fantasmes historiques et fait revivre les spectres de l'alliance franco-russe et de Rapallo. Bonn redoute ainsi que le général de Gaulle ne donne la préférence à un accord franco-soviétique¹⁴⁷, tandis que Debré «appréhende l'orientation prorusse de certains éléments allemands, soit socialistes, soit nationalistes»¹⁴⁸.

Le 7 septembre, Brandt se rend à Paris pour y rencontrer son homologue français afin de le convaincre que, contrairement à ce que la propagande soviétique cherche à faire accroire, le gouvernement fédéral n'a pas provoqué la réplique armée des Soviets à Prague. Sa réussite est, de son propre aveu, »bescheiden«¹⁴⁹. Si Paris et Bonn ne divergent pas fondamentalement sur l'analyse des événements de Tchécoslovaquie, ils sont loin d'en tirer les mêmes conclusions. Les deux gouvernements sont certes d'accord pour poursuivre la détente, mais Debré est fermement opposé au renforcement de l'OTAN que lui propose Brandt. Celui-ci ne ferait, à son avis, que contribuer à la politique des blocs, justifier le comportement soviétique et, par conséquent, ferait obstacle à la détente¹⁵⁰. Le général de Gaulle éprouve en outre une profonde amertume devant la réorientation proatlantique, et donc proaméricaine, de la Grande Coalition, qui avait réussi jusqu'alors à concilier relations privilégiées avec Paris et contacts étroits avec Washington. Cette réorientation est vécue sur les bords de la Seine comme une rupture des liens préférentiels entre les deux capitales¹⁵¹. Elle menace aussi la poursuite d'une détente à la française et l'établissement d'un ordre de paix paneuropéen, car elle tend à renforcer l'influence des États-Unis en Europe et à réactiver l'esprit de la guerre froide¹⁵².

Le sommet des 27 et 28 septembre 1968, qui se déroule dans une atmosphère très tendue, ne permet guère de rapprocher les positions des deux partenaires¹⁵³. À Kiesinger, qui s'efforce de remettre en perspective les rapports germano-tchécoslovaques, le général de Gaulle fait grief en des termes très durs de l'activisme allemand à Prague, responsable à ses yeux de l'intervention

¹⁴⁶ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1576, Seydoux à MAE, Bonn, 3.09.1968; AdsD, NL Brandt, Mappe Nr. 284, Willy Brandt zu seinen Gesprächen mit Außenminister Debré in Paris.

¹⁴⁷ AAPD, 1969 I, Dok. 20, p. 77-81 et Dok. 21, p. 81-84.

¹⁴⁸ DEBRÉ, Gouverner autrement, p. 263.

¹⁴⁹ BRANDT, Begegnungen und Einsichten, p. 282-283.

¹⁵⁰ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1654, Compte rendu de la réunion de travail entre M. Debré et W. Brandt le 7.09.1968, Paris, 18.09.1968; AAPD, 1968 II, Dok. 286, p. 1103-1108.

¹⁵¹ AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1533, Note a/s du problème allemand, Paris, 19.02.1969.

¹⁵² LUCAS, Europa vom Atlantik bis zum Ural?, p. 375.

¹⁵³ ACDP, NL Kiesinger, I-226-A312, Vermerk betr. deutsch-französische Spannungen im Herbst 1968, Bonn, 30.11.1968.

soviétique¹⁵⁴. Le président français n'est guère plus tendre s'agissant de la coopération franco-allemande et dénonce assez crûment l'absence de solidarité bilatérale: »Nous n'avons pas l'impression que vous ayez fait grand-chose, dans la pratique, pour rendre Français et Allemands solidaires par-dessus tout dans leur existence, leurs sentiments, leurs activités«¹⁵⁵. En rappelant qu'il doit exister, entre la France et l'Allemagne, une véritable »solidarité préférentielle«¹⁵⁶, de Gaulle espère contrer la réorientation proatlantique du gouvernement fédéral. Le ton inhabituellement acerbe qu'il emploie avec le chancelier indique qu'il entend mettre son interlocuteur au pied du mur. C'est aussi le sens des déclarations de plusieurs responsables politiques français peu après leur retour à Paris¹⁵⁷.

La surprise des dirigeants allemands est d'autant plus mauvaise qu'ils espéraient obtenir une preuve concrète de la solidarité franco-allemande face aux accusations des Soviets. Or, de Gaulle s'en fait l'écho et leur refuse l'appui nécessaire à un moment où les circonstances les poussent à réexaminer certains aspects essentiels de leur politique. Espérant trouver un »appui psychologique«¹⁵⁸, Kiesinger ressort bredouille de ces entretiens franco-allemands. Le choc est rude pour le chancelier, qui revient à Bonn »zusammengebrochen, geschockt und in einem fast bemitleidenswerten Zustand«¹⁵⁹, comme l'écrit Konrad Ahlers à Egon Bahr. Mais, au travers de Kiesinger, c'est aussi Brandt, envers qui la suspicion française n'a cessé de croître durant les derniers mois, qui est la cible de l'ire gaullienne. Les philippiques du président contre la politique allemande laissent en tout cas à Bonn »une impression profonde et amère«¹⁶⁰ et entament sérieusement la confiance franco-allemande. Ni les déclarations mesurées de Kiesinger ni celles de Brandt réaffirmant l'importance d'une coopération franco-allemande privilégiée ne peuvent masquer que la politique orientale est devenue un sujet de désaccord entre les deux capitales. L'affaire tchécoslovaque donne le coup de grâce aux efforts bilatéraux pour définir une Ostpolitik commune. Elle met aussi un terme à leurs ouvertures à l'Est.

¹⁵⁴ AN, 5AG1/164, Tête-à-tête de Gaulle-Kiesinger le 27.09.1968 (après-midi); AAPD, 1968 II, Dok. 312, p. 1205–1206.

¹⁵⁵ Ibid., AAPD, p. 1208.

¹⁵⁶ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1642, Alphand à Ambassades, Paris, 16.10.1968. Voir aussi AAPD, 1968 II, Dok. 314, p. 1221–1222.

¹⁵⁷ PAAA, B20, Bd. 1435, Von Braun an das AA betr. französische Äußerungen des französischen Außenministers gegenüber französischen Pressevertretern aus Paris, Paris, 2.10.1968; BAK, B136, Bd. 3080, Aufzeichnung betr. Äußerungen französischer Regierungsmitglieder über Ergebnis der letzten deutsch-französischen Konsultationen, Bonn, 3.10.1968.

¹⁵⁸ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1532, Seydoux à MAE a/s déclarations de Barzel, Bonn, 18.09.1968.

¹⁵⁹ AdsD, NL Bahr, Bestand Planungsstab, Mappe Nr. 399, Vermerk Bahrs an Brandt, Bonn, 1.10.1968.

¹⁶⁰ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1642, Seydoux à MAE, Bonn, 4.10.1968.

La sévérité des reproches gaulliens est toutefois plus une indication de faiblesse que de force. Ils mettent en exergue la défiance grandissante de Paris à l'égard de la Grande Coalition. Les difficultés économiques et monétaires auxquelles la France a été confrontée à la suite de la crise sociale de Mai 68 ont mis en évidence la puissance croissante de la République fédérale dans ces deux domaines. Désormais en position de débiteur vis-à-vis des autres pays occidentaux, Paris ne peut plus mener aussi librement sa politique d'indépendance¹⁶¹. En d'autres termes, «même si le général de Gaulle ne renonce pas ouvertement à ses ambitions, il n'a dorénavant plus les moyens de les réaliser»¹⁶². Le refus du gouvernement fédéral de réévaluer la monnaie allemande accélère la prise de conscience que le gouvernement français a affaire à une Allemagne fédérale plus forte, plus indépendante, plus sûre d'elle-même et qui hésite moins à faire usage de l'influence que lui donne sa puissance économique et financière. Par ailleurs, quand bien même de Gaulle est réticent à l'admettre, l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie sonne le glas de sa politique orientale. La France se retrouve non seulement très isolée à l'Ouest, mais elle a aussi perdu un moyen de pression sur Bonn. Surtout, le président français comprend que la République fédérale est en train de s'affranchir du rôle qu'il lui avait taillé sur mesure dans le partenariat franco-allemand. Willy Brandt n'hésite plus à dire que l'Allemagne est désormais «adulte» et peut faire preuve d'indépendance à l'égard de Paris. *In fine*, cette nouvelle attitude de l'Allemagne remet en question un paramètre fondamental de la relation franco-allemande de l'après-guerre et modifie insensiblement l'équilibre sur lequel elle reposait. Aussi, elle rend Bonn moins dépendant de Paris pour son Ostpolitik. La méfiance s'est aussi insidieusement installée dans les rapports franco-allemands. Lors d'une entrevue en marge d'un Conseil des ministres à Bruxelles, Brandt demande à son homologue français s'il n'y aurait pas possibilité d'introduire un peu plus de flexibilité dans les consultations bilatérales¹⁶³. La réaction choquée de Debré indique que derrière ce changement de pure forme le gouvernement français soupçonne Bonn de vouloir toucher au fond¹⁶⁴.

La Grande Coalition est prompte à reconnaître que ses efforts pour normaliser les relations avec l'Est sont temporairement bloqués et réoriente sa politique étrangère vers l'Ouest. La politique de détente reste officiellement à l'ordre du jour, mais Bonn a désormais les yeux fixés sur Moscou plutôt que sur ses satellites¹⁶⁵. La Grande Coalition avait jusqu'alors cherché la so-

¹⁶¹ PAAA, B150, Bd. 129, Klaiber an das AA betr. neue Situation für die französische Außenpolitik, Paris, 25.06.1968.

¹⁶² AD/MAE, EU 1961-1970, s/s RFA, vol. 1457, Note a/s réunion du groupe stratégique, Paris, 25.11.1968.

¹⁶³ AN, 5AG1/164, Note sur un entretien entre Debré et Brandt, Paris, 11.12.1968; AAPD, 1969 I, Dok. 405, p. 1565-1570.

¹⁶⁴ BRANDT, Begegnungen und Einsichten, p. 160-161.

¹⁶⁵ PAAA, B1, Bd. 353, Aufzeichnung betr. Arbeitstagung der politischen Referenten der

lution du problème allemand par la voie d'une normalisation des relations avec l'ensemble des pays de l'Est, la méthode des petits pas devant permettre de contourner Pankow. La Tchécoslovaquie et la violente campagne antiallemande du Kremlin ont anéanti les espoirs allemands de progresser dans cette voie et montré que la clé de la réunification se trouve à Moscou¹⁶⁶. Ces deux éléments consacrent l'échec de la tentative d'acheter par des concessions économiques et commerciales certains avantages politiques devant poser les jalons de la réunification allemande. *A contrario*, le gouvernement français entend continuer sa politique orientale sans changement fondamental. La diplomatie française est avant tout soucieuse d'éviter tout ce qui pourrait conduire à un «renforcement des blocs»¹⁶⁷. Il s'agit de maintenir les contacts avec les Soviétiques tout en continuant à promouvoir, chez les pays satellites, l'idée de «personnalité nationale»¹⁶⁸ sans toucher à leur structure politico-économique.

L'année 1968 s'achève sur une atmosphère de crise franco-allemande, que Seydoux résume justement: «La vérité est que nous sommes entrés, ici, dans une période de désenchantement, probablement aussi d'expectative. Les vastes desseins n'ont pas été accomplis. Rien non plus n'a été compromis»¹⁶⁹. Que les rapports franco-allemands aient touché le fond, c'est aussi l'avis du chancelier Kiesinger et du diplomate Paul Frank¹⁷⁰. Ne rien compromettre avec Paris, tel est le mot d'ordre allemand en ce début d'année 1969.

Dans les mois précédant le retrait des affaires du général de Gaulle, la collaboration bilatérale semble cependant offrir peu de débouchés, la politique du général de Gaulle laissant peu de place, selon Sigismond von Braun, à une véritable communauté d'intérêt franco-allemande¹⁷¹. La répression du Printemps de Prague a montré au chancelier Kiesinger que l'Union soviétique n'était pas prête à suivre la voie de la détente, de l'entente et de la coopération tracée par de Gaulle¹⁷². Il lui paraît donc impossible de continuer sur la voie où la République fédérale s'était engagée deux ans auparavant aux côtés de

Vertretungen in Osteuropa, Bonn, 16.12.1968; PAAA, NL von Braun, Bd. 138, Aktenvermerk betr. allgemeine politische Entwicklung der letzten Woche, Paris, 14.01.1969.

¹⁶⁶ PAAA, B21, Bd. 718, Aufzeichnung betr. Stand unserer Beziehungen zu den osteuropäischen Staaten (außer Sowjetunion), Bonn, 28.02.1969.

¹⁶⁷ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1642, Alphan à Ambassades a/s conversations Kiesinger-de Gaulle, Paris, 16.10.1968.

¹⁶⁸ PAAA, B150, Bd. 142, Aufzeichnung betr. Äußerungen von St.S. de Lipowski zur französischen Außenpolitik, Paris, 11.11.1968.

¹⁶⁹ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1533, Seydoux à MAE a/s la RFA au début de la nouvelle année, Bonn, 4.01.1969.

¹⁷⁰ ACDP, NL Kiesinger, I-226-A008, Hintergrundgespräch mit Fred Lusching und Dr. Wiesner («Neue Zürcher Zeitung») im Bundeskanzleramt, 4.02.1969; PAAA, B21, Bd. 726, Aufzeichnung betr. Reibungspunkte im deutsch-französischen Verhältnis, Bonn, 4.03.1969.

¹⁷¹ PAAA, NL von Braun, Bd. 131, Aufzeichnung betr. französische Ostpolitik.

¹⁷² AAPD, 1969 I, Dok. 20, p. 78.

la France. La mésentente franco-allemande est, à ses yeux, une raison supplémentaire »an diesem [deutsch-französischen] Vertrag festzuhalten, seine Instrumente zu nutzen, um ein Auseinanderdriften beider Länder zu vermeiden«¹⁷³. L'attitude négative dont ne se départissent ni Moscou ni Pankow encourage, par ailleurs, les chrétiens-démocrates, plus que jamais réticents à soutenir l'Ostpolitik façon SPD, à en revenir à des théories plus orthodoxes¹⁷⁴.

Les derniers entretiens entre de Gaulle et les dirigeants de la Grande Coalition à la mi-janvier 1969 marquent toutefois une amélioration sensible des relations franco-allemandes. Le réchauffement du climat entre Paris et Bonn coïncide avec l'apaisement des tensions bilatérales provoquées par les désaccords sur la candidature britannique, la Tchécoslovaquie, les difficultés monétaires, l'affaire des sociétés pétrolières et l'affaire Soames, d'une part, et l'amélioration des relations franco-américaines depuis l'élection de Richard Nixon à la Maison-Blanche, d'autre part. La réunion du 10 mars 1969 entre les ministres des Affaires étrangères ébauche un début de rapprochement qui se confirme au cours du dernier sommet franco-allemand réunissant de Gaulle, Kiesinger et Brandt à Paris les 13 et 14 mars 1969¹⁷⁵. Les analyses françaises et allemandes de la politique soviétique y apparaissent proches les unes des autres. Paris et Bonn reconnaissent la persistance de divergences, mais se retrouvent pour conclure que seule la détente permettra de trouver, un jour, une solution au problème allemand. Sur le plan de la coopération franco-allemande, le sommet se conclut sur une note positive, mais l'on est bien loin des ambitieux projets de décembre 1966. Paris et Bonn ont néanmoins retrouvé le chemin de l'entente.

4.4 Conclusion

L'Ostpolitik est un élément clé du rapprochement franco-allemand qui s'opère avec l'arrivée aux affaires de la Grande Coalition. La réactivation de l'axe Paris-Bonn et la mise en œuvre par Brandt d'une politique de détente plus flexible laissent espérer au général de Gaulle que la coopération préférentielle franco-allemande va enfin incarner le noyau d'une Europe européenne et indépen-

¹⁷³ ACDP, NL Kiesinger, I-226-A008, Hintergrundgespräch mit Herbert Kemp und Lothar Rühl («Die Welt») im Bundeskanzleramt, 23.01.1969.

¹⁷⁴ AD/MAE, Pactes, carton n° 295, Seydoux à MAE a/s congrès CDU/Programme d'action, Bonn, 8.11.1968.

¹⁷⁵ AN, 5AG1/164, Conversations entre Debré et Brandt à Bonn le 10.03.1969; Séance plénière le 10.03.1969; Tête-à-tête entre Debré et Kiesinger le 10.03.1969; Entretiens franco-allemands des 13 et 14 mars 1969; AAPD, 1969 I, Dok. 94, p. 338-354; Dok. 99-103, p. 367-410.

dante¹⁷⁶. Mais l'amélioration des relations bilatérales s'avère rapidement plus superficielle que substantielle. Elle n'empêche pas les désaccords et les controverses de se développer entre les deux pays. Comme sous le gouvernement précédent, faire coïncider les intérêts nationaux français et allemands continue de relever de «la quadrature du cercle»¹⁷⁷.

Si l'on observe un rapprochement patent entre les conceptions françaises et allemandes, qui s'expriment notamment par la similarité entre le triptyque gaullien de «détente, entente et coopération» et le slogan de Tutzing de «rapprochement, entente et coopération», les conceptions des deux gouvernements présentent néanmoins, en de nombreux points, des traits distinctifs. Certes, Brandt, tout comme de Gaulle, envisage l'établissement d'un nouvel ordre paneuropéen. Tous deux estiment nécessaire d'améliorer les relations d'abord avec Moscou puis avec ses satellites – et non l'inverse comme le postulait la politique de mouvement de Schröder. Tous deux partent également du principe que des contacts bilatéraux sont plus efficaces que des contacts multilatéraux¹⁷⁸. Tous deux envisagent une politique dont l'objectif est de jeter un pont entre l'Est et l'Ouest, de promouvoir la détente y compris entre les deux parties de l'Allemagne. Mais les politiques de Paris et de Bonn partent de prémices très différentes. La République fédérale est confrontée à la méfiance persistante des pays du bloc communiste et est contrainte de faire appel à la France afin de donner des gages de sa sincérité. *A contrario*, le président français se présente volontiers comme le garant classique de la sécurité de l'Europe et se réserve pour lui-même le rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest européen. L'Allemagne réserve le règlement définitif de ses frontières à la signature d'un traité de paix, tandis que de Gaulle affirme que la question de la ligne Oder-Neiße a été résolue en 1945. L'Ostpolitik de la Grande Coalition s'appuie sur l'Alliance atlantique et la Communauté européenne, d'où la fameuse formule de Brandt «Ostpolitik beginnt im Westen»¹⁷⁹, tandis que le gouvernement français poursuit une politique d'indépendance qui entend s'affranchir de la logique des blocs ainsi que des contraintes des alliances politiques et militaires. Comme en concluait un diplomate allemand à la fin de 1967, le cadre de la coopération franco-allemande est étroit¹⁸⁰. Les limites

¹⁷⁶ PAAA, B150, Bd. 90, Vorstellungen über künftige Aspekte der deutsch-französischen Zusammenarbeit, 22.12.1966.

¹⁷⁷ SEYDOUX, Dans l'intimité franco-allemande, p. 25.

¹⁷⁸ PAAA, B42, Bd. 559, Aufzeichnung betr. gemeinsame Ostpolitik.

¹⁷⁹ Cf. Andreas WILKENS, Willy Brandt und Frankreich, die französischen Beziehungen und die Europapolitik (1969–1974), dans: MÖLLER, VAÏSSE (dir.), Willy Brandt und Frankreich, p.199–214, ici p. 199; Andreas WILKENS, Willy Brandt und die europäische Einigung, dans: Mareike KÖNIG, Matthias SCHULZ (dir.), Die Bundesrepublik Deutschland und die europäische Einigung 1949–2000. Politische Akteure, gesellschaftliche Kräfte und internationale Erfahrungen, Stuttgart 2004, p. 167–184, ici p. 180.

¹⁸⁰ PAAA, B42, Bd. 982, Aufzeichnung betr. deutsch-französische Zusammenarbeit im Bereich der Ostpolitik während des Jahres 1967, Bonn, 27.12.1967.

opérationnelles à une coopération franco-allemande à l'Est se dessinent dès le milieu de l'année 1967. Compte tenu des désaccords qui persistent sur des questions fondamentales, les possibilités d'action communes à l'Est restent limitées. Pour la Grande Coalition, il est toutefois nécessaire de maintenir l'apparence d'une coopération franco-allemande étroite, même largement de façade, afin d'éviter que la France ne fasse obstacle aux initiatives de la Grande Coalition; comme l'écrit Bahr à Brandt: »Frankreich kann uns nur dort helfen, indem es keine Barriere aufbaut«¹⁸¹.

Il existe aussi un profond désaccord entre les deux pays sur la fonction de la coopération bilatérale dans la mise en œuvre de l'Ostpolitik. Pour Willy Brandt et Egon Bahr, le rôle que Paris est appelé à jouer dans l'Ostpolitik se limite à un soutien politique et moral dont l'objectif principal est de faciliter les initiatives de la Grande Coalition à l'Est. Il y aussi, de la part de Brandt, une certaine instrumentalisation de l'Ostpolitik en tant que thème fédérateur pour Paris et pour Bonn, car le ministre constate que la politique orientale est l'un des rares domaines où une coopération franco-allemande, pour limitée qu'elle soit, est possible¹⁸². Brandt sait qu'il a besoin du soutien de Paris, et il s'agit donc de donner au gouvernement français une bonne raison d'appuyer les initiatives allemandes. Au contraire, le général de Gaulle voit dans l'Ostpolitik de la Grande Coalition l'accomplissement de sa propre politique de détente¹⁸³. Le président français a conscience que la réalisation de son programme de détente, d'entente et de coopération entre les deux parties de l'Europe dépend en majeure partie de la capacité de l'Allemagne de l'Ouest à normaliser ses relations avec les pays du bloc communiste. En soutenant l'Ostpolitik allemande, il s'agit par conséquent pour le général de Gaulle de promouvoir l'Ostpolitik qui convient le mieux à la réalisation de son grand dessein, et de peser, de manière indirecte, sur les grandes orientations de la politique étrangère allemande. Il y a donc un malentendu franco-allemand sur ce que constitue une Ostpolitik commune. Pour Paris, cela implique que Bonn se rallie sans réserve aux principes fondamentaux de la politique orientale française¹⁸⁴. Pour Bonn, au contraire, une telle politique ne peut être le fruit que d'un compromis entre partenaires égaux¹⁸⁵.

Cela explique aussi certaines des ambiguïtés de l'attitude française vis-à-vis de l'Ostpolitik de la Grande Coalition. Ainsi, si le gouvernement français apporte un soutien actif aux initiatives allemandes en direction de l'Est, ce

¹⁸¹ AdsD, NL Bahr, Mappe Nr. 441, Aufzeichnung betr. Konsultation des Herrn Bundeskanzlers mit dem französischen Präsidenten am 13./14.01.1967.

¹⁸² MARCOWITZ, Option für Paris, p. 271.

¹⁸³ PAAA, B42, Bd. 982, Klaiber an das AA betr. Auswirkungen der neuen deutschen Ostpolitik in französischer Sicht, Paris, 13.03.1967.

¹⁸⁴ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1608, Note a/s entretien de Toffin et Puaux avec Markscheffel, Paris, 13.12.1966.

¹⁸⁵ PAAA, B150, Bd. 88, Aufzeichnung betr. Voraussetzungen und Möglichkeiten der deutsch-französischen Zusammenarbeit, Bonn, 18.11.1966.

soutien n'est pas inconditionnel et automatique et Paris n'hésite pas à prendre ses distances avec certaines des thèses allemandes, en particulier celles qui concernent la ligne Oder-Neiße. De Gaulle ne donne également aucune suite aux ouvertures de Kiesinger et de Brandt qui lui proposent à plusieurs reprises d'entreprendre en commun des activités de caractère économique ou culturel dans les pays de l'Est, car, ce qui est essentiel pour Paris, ce n'est pas la réalisation ponctuelle de projets communs, mais la communauté de vues politique¹⁸⁶. Or, pour la Grande Coalition, une politique de détente ne doit pas seulement avoir un volet politique, mais être «aussi une politique de coopération économique et culturelle»¹⁸⁷. De ce point de vue, la Grande Coalition est plus proche du programme défini par Lyndon B. Johnson dans son discours du Bridge Building que des conceptions françaises¹⁸⁸.

De plus, si la coopération politique franco-allemande fonctionne plutôt bien – l'Ostpolitik et les échanges de visites de personnalités du bloc communiste sont régulièrement et longuement évoqués à tous les niveaux dans le cadre des consultations organisées par le traité de l'Élysée –, Paris et Bonn se retrouvent en Europe centrale et orientale de plus en plus souvent en concurrence dans les domaines économiques, culturels et scientifiques. La rivalité politique entre les deux capitales vis-à-vis de Moscou tend également à augmenter. Face à une République fédérale dopée par ses performances économiques et de plus en plus décidée à en tirer profit sur le plan politique, la France gaullienne redoute de perdre son statut d'interlocuteur privilégié pour Moscou. Cette inquiétude est d'autant plus grande que Brandt entend compléter les avances en direction de l'Est par des contacts directs avec Moscou. Or, l'impuissance de l'Élysée à altérer les positions soviétiques vis-à-vis de l'Allemagne diminue l'intérêt stratégique et tactique du partenariat franco-allemand. En conséquence, Bonn cherche de plus en plus fréquemment à négocier directement avec Moscou, sans utiliser la France comme avocate de ses intérêts. Pour le gouvernement français, une telle entente germano-soviétique est doublement problématique, car Paris perd non seulement son rôle de porte-parole de l'Allemagne et de l'Europe, mais aussi une possibilité d'influer directement sur l'Ostpolitik allemande.

L'année 1967 marque tout à la fois l'apogée et l'amorce du déclin de la coopération franco-allemande en matière d'Ostpolitik. Elle coïncide avec la revitalisation de l'esprit du traité de l'Élysée et de la coopération bilatérale – dont elle bénéficie aussi –, mais elle échoue à se traduire en réalisations concrètes autres que ponctuelles telles que l'opération écran. La croissante irrésolution de la politique orientale allemande, prise en tenaille entre l'orthodoxie chré-

¹⁸⁶ PAAA, B42, Bd. 559, Aufzeichnung betr. gemeinsame Ostpolitik.

¹⁸⁷ AD/MAE, EU 1961–1970, s/s RFA, vol. 1531, Seydoux à MAE a/s interview de Strauss au Spiegel, Bonn, 3.01.1967.

¹⁸⁸ Cf. Thomas A. SCHWARTZ, Lyndon B. Johnson and Europe: In the Shadow of Vietnam, Cambridge/Mass. 2003.

tienne-démocrate et les tendances réformistes social-démocrates, fait aussi que Paris a de plus en plus de mal à s'identifier avec la politique de détente de la Grande Coalition. Malgré un rapprochement initial, les deux capitales échouent à transposer dans les faits une Ostpolitik commune. Le Printemps de Prague vient consacrer l'échec de leurs efforts plus qu'il ne le provoque. À la fin du mandat du général de Gaulle, une politique orientale commune franco-allemande reste donc au mieux une lointaine possibilité, au pire un vœu pieux, même si l'Ostpolitik demeure un enjeu essentiel de la coopération entre son successeur, Georges Pompidou, et le chancelier Willy Brandt.

